



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

Guerre en Ukraine : ce qu'il faut retenir de la journée du dimanche 24 avril	Page 2
Affrontements au Soudan : quelle est la situation dans le pays, alors que les évacuations de ressortissants étrangers se multiplient.	Page 3
Guerre en Ukraine : les Russes gagnent du terrain dans la bataille de Bakhmout, les Ukrainiens résistent	Page 6
Guerre en Ukraine : les avions de chasse promis par la Slovaquie ont été livrés à Kiev	Page 6
Guerre en Ukraine : Prigojine plaide pour la fin de l'opération militaire spéciale	Page 7
La Chine face au conflit en Ukraine et au-delà	Page 9
Comment Moscou façonne la Crimée	Page 15
Guerre en Ukraine : Attention, d'anciens militaires français contribuent aux intérêts du Kremlin	Page 21
Cyberguerre en Ukraine : les leçons américaines	Page 23
Anatomie du corps de bataille	Page 30
Boussole et concept les deux documents stratégiques de l'Union et de l'OTAN voient-ils assez loin ?	Page 36
La course mondiale aux semi-conducteurs	Page 43



Guerre en Ukraine : ce qu'il faut retenir de la journée du dimanche 24 avril

Le gouvernement français a annoncé des livraisons de bateaux et d'autobus à destination de Kiev.
Article rédigé par franceinfo avec AFP - France Télévisions - Publié le 23/04/2023 20:48



Une voiture détruite dans les rues de Kiev, en Ukraine, le 9 mars 2023. (OLEKSII CHUMACHENKO / ANADOLU AGENCY / AFP)

Une aide à destination des infrastructures de transport ukrainiennes. La France a promis, dimanche 23 avril, de faire "don de bateaux pilotes", d'envoyer "des bus supplémentaires à l'Ukraine pour assurer le transport scolaire, en plus de la trentaine de véhicules déjà livrés", et de "fournir

20 000 tonnes de rails, pour reconstruire plusieurs centaines de kilomètres de chemins de fer". Franceinfo fait le point sur ce qu'il faut retenir de la journée du dimanche 23 avril sur le front de la guerre.

La France promet de fournir des bateaux, des autobus et des rails de chemin de fer à Kiev

Alors que les infrastructures de transport ukrainiennes ont été gravement endommagées par l'invasion russe, le gouvernement français a promis dimanche de fournir des bateaux, des autobus et des rails de chemin de fer à Kiev. A l'issue d'une visite de quatre jours en Ukraine, le ministre délégué aux Transports, Clément Beaune, a appelé les entreprises françaises, "dès maintenant", à "être au rendez-vous, notamment dans le secteur des transports".

En attendant, la France a promis de faire "don de bateaux pilotes", d'envoyer "des bus supplémentaires à l'Ukraine pour assurer le transport scolaire, en plus de la trentaine de véhicules déjà livrés", et de "fournir 20 000 tonnes de rails, pour reconstruire plusieurs centaines de kilomètres de chemins de fer".

Kiev dénonce une "version absurde" de l'histoire de Crimée, après les propos de l'ambassadeur de Chine en France

Le conseiller à la présidence ukrainienne, Mykhaïlo Podoliak, a appelé dimanche l'ambassadeur de Chine en France à "ne pas répéter la propagande" russe, après ses propos polémiques. Vendredi sur LCI, Lu Shaye avait affirmé que la Crimée, territoire ukrainien annexé par Moscou en 2014, "était tout au début à la Russie".



Les déclarations du représentant chinois ont aussi fait réagir la diplomatie française. Le Quai d'Orsay a rapporté samedi avoir *"pris connaissance avec consternation"* de ces propos, demandant à la Chine *"de dire [s'ils] reflètent sa position, ce que nous espérons ne pas être le cas"*.

Moscou "ne pardonnera pas" aux Etats-Unis leur refus de délivrer des visas aux journalistes russes

"Nous n'oublierons pas, nous ne pardonnerons pas", a mis en garde dimanche Sergueï Lavrov. Le chef de la diplomatie russe a réagi après le refus des Etats-Unis, selon lui, de fournir des visas aux journalistes russes accompagnant le ministre des Affaires étrangères, lundi et mardi au siège de l'ONU à New York. La Russie occupe ce mois-ci la présidence tournante du Conseil de sécurité de l'ONU, en pleine offensive militaire en Ukraine.

Son vice-ministre Sergueï Riabkov avait plus tôt affirmé que malgré *"les contacts à plusieurs reprises ces derniers jours"* à l'initiative de Moscou, Washington *"n'a pas délivré de visas"* aux *"journalistes censés accompagner Sergueï Lavrov dans son déplacement"* aux Etats-Unis. De son côté, le département d'Etat américain a affirmé auprès de l'AFP qu'il délivrait couramment des visas aux délégués russes pour les événements à l'ONU, mais a pointé du doigt les restrictions mises sur le personnel de l'ambassade des Etats-Unis à Moscou, pour expliquer les délais de traitement.

Affrontements au Soudan : quelle est la situation dans le pays, alors que les évacuations de ressortissants étrangers se multiplient ?

Le bilan humain, encore très provisoire, s'élève à plus de 420 morts et 3 700 blessés, selon les estimations de l'Organisation mondiale de la Santé communiquées samedi.

Article rédigé par - franceinfo avec AFP - France Télévisions - Publié le 23/04/2023 18:58



Des personnes fuient des combats, dans la partie sud de Khartoum, la capitale du Soudan, le 21 avril 2023.
(AFP)

Des milliers de réfugiés et une situation humanitaire catastrophique. Plus d'une semaine après le début des combats au Soudan, le 15 avril, le pays est plongé dans le chaos. L'armée du général Abdel Fattah al-Burhane, dirigeant du Soudan depuis le putsch de 2021, affronte les paramilitaires de son adjoint devenu rival, le général

Mohamed Hamdane Daglo, qui commande les Forces de soutien rapide (FSR).



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

Alors que différents acteurs internationaux, parmi lesquels l'ONU, appellent à l'arrêt des combats, l'armée a annoncé, vendredi 21 avril, avoir *"accepté un cessez-le-feu de trois jours"* à l'occasion de l'Aïd el-Fitr, qui marque la fin du mois sacré du ramadan. Cette pause dans les hostilités n'a pas été respectée par les deux parties. Bilan des combats, gestion de la crise humanitaire, évacuation des ressortissants étrangers... Franceinfo fait le point sur la situation dans le pays.

La France, comme de très nombreux pays, a commencé à évacuer ses ressortissants

L'heure est à la fuite pour une grande partie des citoyens et diplomates étrangers coincés au Soudan. Samedi, 91 Saoudiens et une soixantaine de ressortissants d'autres pays sont arrivés à Jeddah, ville portuaire d'Arabie saoudite, selon la télévision d'Etat saoudienne. Il s'agissait de la première opération d'évacuation depuis le début des violences.

Les Etats-Unis ont quant à eux évacué leur personnel diplomatique se trouvant à Khartoum, la capitale soudanaise, lors d'une opération hélicoptérée qui s'est déroulée *"sans incident"*, a annoncé le président Joe Biden samedi soir. Un *"peu moins d'une centaine"* de personnes, dont plusieurs diplomates étrangers, ont été évacuées. Le départ des autres ressortissants américains, qui seraient plusieurs centaines, n'est pas prévu *"pour le moment"*. De son côté, l'Union européenne multiplie les contacts pour évacuer par voie terrestre les quelque 1 500 ressortissants pris dans les combats.

La France a pour sa part annoncé dimanche avoir fait sortir du pays près de 100 personnes lors d'une *"opération d'évacuation rapide"* de ses ressortissants. Une centaine d'autres est encore à suivre, selon le Quai d'Orsay. *"Un premier avion a déjà quitté Khartoum et devrait atteindre Djibouti vers 18 heures [dimanche]"*, alors qu'un second est *"déjà sur zone et devrait décoller à 17h30"*, ont fait savoir les ministères des Affaires étrangères et des Armées. Chaque avion transporte environ cent personnes à son bord, ont précisé les ministères, qui ont souligné *"l'extrême complexité"* des opérations d'évacuation, qui pourraient encore durer un ou deux jours. La communauté française au Soudan compte *"250 personnes"*, a expliqué dimanche sur franceinfo la porte-parole du Quai d'Orsay, *"mais la totalité des ressortissants ne souhaite pas quitter le pays"*.

Le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, la Tunisie, la Libye, la Jordanie, l'Irak, le Liban ou encore la Turquie ont par ailleurs annoncé avoir entrepris l'évacuation de leurs ressortissants ces dernières heures. La Corée du Sud et le Japon ont pour leur part programmé dès vendredi l'envoi d'avions militaires pour procéder aux évacuations. En Indonésie, le gouvernement dire prendre *"toutes les mesures nécessaires"* et l'Inde assure enfin travailler *"en étroite collaboration avec divers partenaires pour assurer le déplacement en toute sécurité des Indiens bloqués"*.

Sur Twitter, le général Mohamed Hamdane Daglo, à la tête des FSR, a affirmé que ses forces étaient prêtes *"à fournir les installations nécessaires pour aider les citoyens et les communautés étrangères à passer dans des lieux sûrs"*.



Un bilan humain déjà lourd et des milliers de personnes déplacées

Le bilan humain, encore très provisoire, s'élève à plus de 420 morts et 3 700 blessés, selon les estimations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) communiquées samedi (*en anglais*). "Il y a eu 14 attaques contre le personnel de santé, tuant huit personnes et en blessant deux", précise le communiqué. "Les médecins sont souvent incapables d'accéder aux blessés et les blessés ne peuvent pas atteindre les installations", a déploré sur Twitter le directeur de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Vendredi, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), agence de l'ONU, a annoncé la mort d'un de ses humanitaires, victime d'un échange de tirs au sud d'El Obeid. Avant cela, trois employés du Programme alimentaire mondial (PAM) ont été tués au Darfour, dans l'ouest du pays, dès le premier jour des combats, le 15 avril. Dans le même temps, l'ONU dénonce "des pillages, des attaques et des violences sexuelles contre des humanitaires", qui se dérouleraient depuis le début du conflit.

Selon Jérôme Tubiana, chercheur spécialiste du Soudan et conseiller aux opérations de Médecins sans frontières (MSF), qui s'exprimait au micro de franceinfo dimanche, les travailleurs humanitaires qui ont perdu la vie dans ce conflit "semblent plutôt être des victimes collatérales", comme dans tout conflit, mais "les ONG peuvent être des cibles", nuance-t-il.

Ces violences ont déjà déplacé des dizaines de milliers de personnes vers d'autres régions du Soudan, ou vers le Tchad et l'Égypte. Avant les combats, Le Caire accueillait déjà près de cinq millions de Soudanais, qui fuient la pauvreté ou la violence, alors que les deux pays possèdent un accord de libre circulation, rappelle la BBC (*article en anglais*).

Une situation humanitaire complexe

Dans ce pays de 45 millions d'habitants, plus du tiers de la population souffrait de la faim avant même le début des combats entre l'armée régulière et les paramilitaires des FSR, selon le PAM. Les conditions de vie sont probablement pires au Darfour, théâtre d'un terrible conflit dans les années 2000 et où les combats sont particulièrement violents, rapporte RFI. L'arrêt des opérations de la plupart des organisations humanitaires, ciblées par les combats, pourrait bien aggraver encore une situation déjà très tendue.

"L'autre problème, c'est le manque de médicaments et d'équipements", déplore Jérôme Tubiana. Dimanche, le Comité international de la Croix-Rouge a déclaré que son bureau dans la région du Darfour et un entrepôt stockant des médicaments et de l'aide au nord de Khartoum avaient été pillés, repère le *New York Times* (*article en anglais réservé aux abonnés*). Le carburant et la nourriture se font également rares dans le pays. Dimanche, enfin, les services internet et téléphoniques étaient en panne sur une grande partie du territoire,



Guerre en Ukraine : les Russes gagnent du terrain dans la bataille de Bakhmout, les Ukrainiens résistent

Publié le 16/04/2023 16:22 Mis à jour le 16/04/2023 19:28

Article rédigé par D.Olliéric, R.Mathé, L.Feuillebois, A.Riabeka - France 2 France Télévisions

Ces dernières heures, les Russes ont progressé au point de contrôler la plus grande partie de Bakhmout, dans le Donbass. Mais les Ukrainiens résistent.

O. est tireur d'élite. Caché dans un immeuble de Bakhmout (Ukraine), il ajuste son tir. La cible russe est à 1 200 mètres. Avec son groupe, il s'apprête ensuite à faire une mission de reconnaissance dans le centre de la ville. Ils avancent sous les tirs d'obus. Depuis quelques jours, la situation est de plus en plus tendue. L'ancien légionnaire, qui a passé cinq ans en France, explique la situation militaire.

"Au moins 50 % de la ville est prise"

"Au moins 50% de la ville est prise. Donc oui, ils continuent à avancer", dit-il. "La situation est très dure, très compliquée, les assauts, les attaques russes continuent en permanence. Les frappes, les tirs de tous les calibres continuent", poursuit le soldat. Les forces ukrainiennes résistent malgré tout. Sur l'une des positions d'artillerie, dans les faubourgs de Bakhmout, des obus sont tirés par les deux camps. "Bakhmout est toujours debout", assure un soldat ukrainien.

Guerre en Ukraine : les avions de chasse promis par la Slovaquie ont été livrés à Kiev

Au total, 13 avions Mig-29 ont été remis à l'armée de l'air ukrainienne, a annoncé lundi le gouvernement slovaque.



Un avion de combat Mig-29 de l'armée de l'air slovaque (photo d'illustration). (MINISTÈRE SLOVAQUE DE LA DÉFENSE)

Clément Parrot Zoé Aucaigne Catherine Fournier France Télévisions

Mis à jour le 18/04/2023 | 00:13
publié le 17/04/2023 | 08:46



De nouveaux moyens pour l'Ukraine.

Treize avions de combat Mig-29, conçus à l'époque soviétique, ont été "remis en toute sécurité" à l'armée de l'air ukrainienne, comme l'a déclaré lundi 17 avril sur

Twitter le ministre de la Défense slovaque, Jaroslav Nad'. "Nous sommes fiers d'être du bon côté, de faire ce qu'il faut pour protéger des vies", a-t-il commenté au sujet de ces avions promis en mars dernier. Moscou n'a pas réagi à cette livraison, mais avait condamné par le passé le transfert de matériel militaire à Kiev.

Guerre en Ukraine : Prigojine plaide pour la fin de l'«opération militaire spéciale»

Par Mayeul Aldebert - Publié hier à 16:06 , Mis à jour à l'instant

Dans une nouvelle déclaration à rebours du discours officiel du Kremlin, le patron de la milice Wagner a estimé que la Russie aurait tout intérêt à mettre fin à son «opération militaire spéciale».

Le patron du groupe militaire privé Wagner est décidément un coutumier des déclarations chocs. Dans une nouvelle sortie sur sa chaîne Telegram ce vendredi, Evgueni Prigojine a affirmé que la Russie avait «obtenu les résultats qu'elle avait prévus», et que par conséquent, il était «aujourd'hui nécessaire de mettre un terme à l'opération militaire spéciale», et ce «pour les autorités et pour la société dans son ensemble».

«Le scénario idéal est d'annoncer la fin de [l'opération militaire spéciale], d'informer tout le monde que la Russie a obtenu les résultats qu'elle avait prévu et, en un sens, nous les avons effectivement atteints», a déclaré celui dont les hommes sont toujours engagés dans la bataille meurtrière de Bakhmout. «Nous avons anéanti un grand nombre de combattants des Forces armées ukrainiennes et nous pouvons déclarer que les objectifs sont atteints». L'armée russe a détruit «une large partie de la population masculine ukrainienne», et intimidé «une autre partie qui a fui en Europe», a cyniquement salué Evgueni Prigojine.

De plus, pour le chef militaire, la Russie peut se vanter d'avoir créé «un couloir terrestre vers la Crimée» et de s'être emparée «d'une bonne partie du territoire ukrainien». Et ces territoires conquis par la Russie «peuvent rester à sa disposition pendant des années».

Dans cette prise de parole, Prigojine prévient aussi les dirigeants russes des désavantages d'une poursuite de la guerre, selon différents scénarios qu'il expose. Jugeant ainsi peu probable le succès d'une grande offensive russe «compte tenu de la dynamique et des problèmes actuels», il alerte sur le danger d'une contre-offensive ukrainienne qui pourrait «quelque part percer les défenses [russes]». Le cas échéant, une telle situation pourrait provoquer une chute du moral dans «l'armée qui s'est considérée pendant longtemps comme l'une des meilleures du monde».



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

Stratégie de communication

Et si aujourd'hui, «rien ne menace» la «puissance suprême de la Russie», Prigojine s'aventure en conjectures, évoquant une «défaite militaire» qui pourrait entraîner «une révolte populaire» contre «l'État profond embourbé dans le luxe et la bureaucratie». Et l'homme d'affaires de définir l'État profond : «Ces gens qui aujourd'hui, sans faire aucun effort dans une opération militaire, sont le plus loin possible du théâtre des opérations, [...] et c'est absolument inacceptable pour un peuple fatigué de la guerre et perdant le goût de la victoire».

Réputé proche de Vladimir Poutine, Prigojine cultivait encore le secret il y a quelques mois. Mais depuis une déclaration publique dans laquelle il reconnaissait avoir fondé le groupe paramilitaire Wagner, l'homme d'affaires enchaîne les sorties médiatiques dans lesquelles il prend parfois à partie directement l'état-major russe ou les dirigeants du Kremlin.

«On fait beaucoup attention au jeu personnel de Prigojine car on aimerait voir des dissensions politiques», commentait début mars pour *Le Figaro* le général 2S et chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique Olivier Kempf. «Et si à l'évidence, il y a des luttes d'influence au Kremlin, et que Prigojine en est un acteur, il a choisi, contrairement aux autres, une stratégie de communication qui consiste à faire du bruit mais il est difficile de savoir ce que cela traduit réellement».

Libération de 100 prisonniers

Par ailleurs, selon une vidéo ce dimanche sur le canal officiel de Prigojine, Wagner a libéré plus de 100 prisonniers de guerre ukrainiens à l'occasion de la Pâques orthodoxe. «Préparez-les tous, nourrissez-les et abreuvez-les, examinez les blessés», ordonne notamment le patron du groupe paramilitaire à l'attention de ses soldats.

Une centaine d'hommes, marchent le long d'une route boueuse alors qu'un homme debout sur un char tient un drapeau blanc. Capture d'écran Telegram

On peut voir dans la vidéo une centaine d'hommes, certains boitant, d'autres transportés sur des civières par leurs camarades, marchant le long d'une route boueuse alors qu'un homme debout sur un blindé tient un drapeau blanc.

Le chef de cabinet du président Volodymyr Zelenskiy, Andriy Yermak, a confirmé de son côté que 130 prisonniers de guerre avaient pu être libérés lors d'un «grand échange de Pâques». Il n'a pas précisé combien de prisonniers russes ont été renvoyés dans l'autre sens. Wagner contrôle désormais une grande partie de la ville Bakhmout, toujours âprement défendue par l'armée ukrainienne.



La Chine face au conflit en Ukraine et au-delà

par Alex Wang

La Chine tire-t-elle profit de la guerre en Ukraine en se rapprochant de la Russie ? Profite-t-elle de cette guerre pour rompre avec l'Occident et établir son propre ordre mondial ? Analyse de la position particulière de Pékin.

La réaction de la Chine face au conflit en Ukraine est complexe. Sa réprobation, à sa manière, de la guerre déclenchée par la Russie, est en ligne avec le principe du respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de chaque pays. La Chine agit en faveur d'une solution pacifique acceptable par tous. Le dégel récent, sous son égide, entre l'Arabie Saoudite et l'Iran montre qu'elle a la volonté et la capacité pour jouer le rôle du médiateur crédible.

En parallèle et en s'adaptant au nouveau contexte géopolitique, la Chine continue, voire accélère la mise en place de sa stratégie globale avec tous ses partenaires dans le cadre bilatéral et multilatéral.

La guerre en Ukraine a créé une situation stratégique difficile pour la Chine. Elle a perturbé le commerce mondial, exacerbé les tensions en Asie de l'Est et accentué la polarisation politique en Chine en divisant les gens en camps pro et antirusse jusqu'au sein des familles. Tout en réprochant, à sa manière, les agissements de la Russie, la Chine reproche aux États-Unis de provoquer la Russie avec son soutien à l'élargissement de l'OTAN et craint que Washington ne cherche à prolonger le conflit en Ukraine afin d'embourber la Russie¹.

La position de la Chine face au conflit en Ukraine

Vladimir Poutine était présent à Pékin lors de l'ouverture des Jeux olympiques d'Hiver. À cette occasion il s'est entretenu longuement avec Xi Jinping. Il lui a fait part explicitement de son plan des « opérations militaires » ? On n'est sûr de rien, mais on est tenté par une réponse plutôt négative.

La réaction de la Chine au conflit en Ukraine est complexe. C'est un sujet hautement prioritaire et extrêmement délicat pour elle.

Coincée entre deux amis

Étant partenaire avec les deux belligérants directs et en tenant compte de sa stratégie globale de long terme, la Chine a adopté une position qui lui permet d'être en retrait² tout en continuant ses relations avec l'Ukraine et la Russie.

La coopération avancée avec la Russie sur un large spectre de domaines notamment pour la fourniture des énergies est un fait. Les deux pays partagent bien des points dans leur analyse de la situation et de l'évolution de ce monde, qui sont traduits dans les projets concrets.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

On n'oublie pas en même temps la longue histoire commerciale entre l'Ukraine et la Chine notamment dans les domaines militaires, aérospatiales et agricoles. Mentionnons juste l'origine ukrainienne du premier porte-avion Liaoning du navy chinois.

La Chine ne souhaiterait pas se fâcher avec les deux « amis » de longue date d'autant plus qu'il y ait maintenant en Chine deux camps qui s'opposent violemment dans les réunions d'amis, dans les groupes d'échanges sur le WeChat voire à table dans la salle à manger familiale. Beaucoup d'amis de longue date ne se parlent plus en raison de leur prise de position respective. Sa réprobation d'un tel acte de la part de la Russie est évidente. C'est pourquoi le respect de la souveraineté de chaque pays est en tête de la liste des 12 points dans sa proposition de paix.

La part de responsabilité des US et ses alliés

En même temps, la Chine dit explicitement que les US ont indéniablement sa part de responsabilités dans le déclenchement de ce conflit via l'extension successive de l'OTAN vers l'Est, jusqu'à la porte de la Russie et ce malgré les promesses faites à Gorbatchev au moment de la réunification de l'Allemagne³. Elle pense que nous devrions également voir et comprendre le besoin de sécurité de la Russie.

Une prise de position fondée sur ses intérêts stratégiques

La position prise par la Chine s'analyse aussi par ses réflexions stratégiques basant sur ses intérêts de long terme.

Elle est sûre que les US et l'Occident continueraient à critiquer la Chine identifiée comme un pays autoritaire même si elle condamne et critique ouvertement le comportement russe. Car le conflit a été déjà nommé comme une lutte entre deux camps : les démocraties contre les autoritaires. Et la Chine est dans le camp de ces derniers. Quoi que la Chine fasse, les US et l'occident continueront leurs critiques et blâmes à son adresse. Donc, aucune appréciation positive à attendre de leur part. La Chine est et restera la cible prioritaire.

Bien qu'affaiblie par la guerre, la Russie reste un partenaire stratégique pour la Chine. Basant sur ses considérations stratégiques, Pékin va garder et développer cette relation dans autant de domaines possibles tout en aidant à résoudre le conflit en Ukraine qui est une énorme épine dans ses pieds. Et en tant que voisin le plus grand et, militairement, le plus capable, la Russie n'est pas une puissance que Pékin souhaite contrarier. Les décideurs chinois ont donc cherché à éviter de provoquer inutilement l'une ou l'autre des puissances rivales, en s'abstenant de voter pour condamner la Russie à l'Assemblée générale des Nations Unies et en préparant avec soin ses déclarations officielles sur la guerre.

Cette stratégie d'équilibrage est très couteuse. Le refus de condamner la Russie a tendu les relations de la Chine avec certains de ses voisins et l'a éloigné de nombreux pays en développement qui se sont alignés contre la guerre de la Russie en Ukraine. Il a également encouru des coûts économiques



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

à cause de la guerre. Néanmoins, afin de minimiser ses pertes stratégiques, la Chine maintiendra probablement cette position médiane jusqu'à la fin de la guerre en Ukraine⁴. Mais l'enlisement du conflit gêne la Chine, car il déstabilise l'économie internationale. Pékin pousse pour une solution négociée en Ukraine. Il faut en sortir pour que le commerce redémarre⁵.

En faveur d'une solution pacifique

La Chine a adopté une position de neutralité en faveur d'une solution pacifique. Ainsi la Chine n'a pas participé, comme un certain nombre de pays, aux sanctions à l'encontre de la Russie.

Il n'y a aucune évidence que la Chine livre des armes à la Russie, malgré les allusions faites à la légère par Antony Blinken. Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a indiqué que son homologue chinois, Wang Yi, lui avait assuré que la Chine ne fournissait pas d'armes à la Russie et ne prévoyait pas de le faire⁶. Sauf si les US poussent réellement l'indépendance de Taiwan à l'encontre de sa politique de « *One China* » qui est la base de ses relations diplomatiques avec la Chine continentale.

La proposition en 12 points en vue d'une paix acceptable par tous

Le jour d'anniversaire du conflit en Ukraine, la Chine a publié une liste de 12 points qui matérialise sa position pour l'arrêt de cette guerre et une paix acceptable par tous⁷. Ce n'est pas un plan de paix détaillé qui reste à venir à la suite des pourparlers avec toutes les parties directement impliquées.

Les points essentiels de cette annonce concernent trois principes chers à la Chine : l'intégrité du territoire, la non-interférence et le respect absolu de la « souveraineté » de toutes les parties impliquées dans le conflit, et donc de l'Ukraine également⁸. La Chine appelle aussi à ne pas cibler les populations ou les infrastructures civiles, et demande de ne pas recourir à l'arme nucléaire.

La rencontre entre Xi Jinping et Vladimir Poutine a eu lieu lors de la visite du Président chinois au mois de mars. Cette proposition a dû être figurée en haut de la liste des sujets traités. Vladimir Poutine a salué la position « équilibrée » de Xi Jinping sur la guerre en Ukraine et dit considérer « avec respect » le plan de paix de Pékin⁹.

Volodymyr Zelensky a eu également une réaction positive jugeant « nécessaire » de « travailler » avec la Chine pour une résolution du conflit et étant prête à rencontrer Xi Jinping¹⁰. Il était question d'une visioconférence entre les deux chefs d'État. L'invitation pour une visite à Kiev a également été lancée par Volodymyr Zelensky lors de son interview dans un train avec Associated Press fin mars¹¹.

Bien que les US et un certain nombre de pays occidentaux aient réagi négativement, il est clair que le processus de paix a été enclenché. Compte tenu de son importance et de ses longues relations avec les deux belligérants, la Chine pourrait jouer utilement le rôle de médiateur comme dans le cas du dégel entre l'Arabie Saoudite et l'Iran.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

Certains suggèrent que la fin de ce conflit serait pour cet été¹². La situation sur le terrain nous le dirait. La route est semée d'embûches et serait longue avant qu'une solution pacifique implémentable soit trouvée et acceptée par tous.

Le dégel entre l'Arabie Saoudite et l'Iran : un exemple

Conclu sous l'égide de la Chine, le 10 mars, l'accord signé par Téhéran et Riyad prévoit la réouverture des ambassades saoudienne et iranienne d'ici deux mois, la relance de discussions en matière de sécurité, ainsi qu'une coopération économique¹³.

Les relations entre les deux pays ont été rompues depuis 7 ans. Le dégel a valeur d'exemple. Cet heureux dénouement grâce aux efforts de la Chine nous aide à mieux comprendre les manières de faire de ce médiateur peu habituel en renforçant sa crédibilité en tant qu'artisan de la paix dans le cas du conflit en Ukraine.

La poursuite de la stratégie globale de la Chine

Le conflit en Ukraine a forcé la Chine à jouer un jeu d'équilibriste. En même temps, il voit également des opportunités pour poursuivre et pousser la mise en place de sa stratégie globale en faveur d'un nouvel ordre multipolaire. La Chine n'a pas été détournée de cet objectif de long terme.

Le projet BRI

Il y a d'abord le projet BRI bien connu qui se poursuit. À ce jour, 147 pays, représentant les deux tiers de la population mondiale et 40 % du PIB mondial, ont adhéré à des projets ou ont manifesté leur intérêt à le faire¹⁴. Les financements et les investissements de la BRI étaient stables en 2022 à 67,8 milliards de dollars, contre 68,7 milliards de dollars en 2021. Un rebond de l'engagement de la BRI est attendu en 2023.

La dédollarisation et l'internationalisation du Renminbi s'accélèrent

Il est indéniable que le conflit en Ukraine et surtout les sanctions financières imposées à la Russie a renforcé la prise de conscience de la Chine concernant sa gestion des dettes américaines ainsi que les réserves de change principalement composé de US dollars.

La Chine a poursuivi et accentué ses mouvements de réduction des dettes américains¹⁵. Les avoirs de la Chine en titres du Trésor américain ont chuté pendant six mois consécutifs pour atteindre 859,4 milliards de dollars fin janvier, contre 867,1 milliards de dollars en décembre. Cette réduction a ramené les avoirs de la dette publique américaine possédés par la Chine à son plus bas niveau depuis 12 ans¹⁶.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

La composition de ses réserves de change suit le même mouvement. Sur une base annuelle, les réserves de change de la Chine ont diminué de 81 milliards de dollars en février dernier, contre 3 214 milliards de dollars au mois correspondant de 2022¹⁷.

L'utilisation du RMB en tant que devise dans les transactions commerciales entre les pays s'accroît, notamment dans le cadre des organisations de coopérations par exemple au sein du RCEP (*The Regional Comprehensive Economic Partnership*), de l'OCS (Shanghai Cooperation Organisation) et du BRICS sans parler de son usage dans les échanges bilatéraux. Pour ce dernier, citons les règlements en monnaies nationales sans passer par USD entre la Chine et la Russie, l'Inde, l'Arabie Saoudite, l'Iran, le Brésil, etc. Le contrat LNG que Total a signé avec la Chine mérite d'être mentionné, bien que le montant soit symbolique¹⁹.

La confiscation brutale et illégale des avoirs russes par les US et ses alliés a créé une sorte de panique chez les clients importants possesseurs des comptes en US dollars (pays ou individus). Ces richesses partent ailleurs (par exemple vers Singapour, Hongkong...) ou sont transformées en d'autres formes d'avoir (Or, autres devises, ressources naturelles, commodités en vrac ...).

Comme tendance, l'utilisation du RMB sous forme de swap, réserves de change, moyen de paiement se développe avec tous les partenaires possibles du Sud global ainsi que l'emploi des systèmes de paiement alternatifs tel que CIPS.

Les organisations alternatives se développent et se renforcent

Nous allons connaître une vague d'adhésion pour les BRICS¹⁸ et l'OCS (Shanghai Cooperation Organisation).

Concernant le BRICS, l'Arabie Saoudite serait bientôt acceptée comme nouveau membre. La liste des candidats s'allonge. À ce jour, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte, l'Algérie, l'Argentine, le Mexique et le Nigéria sont candidats à l'adhésion²⁰.

Un fil d'attente s'est également formé devant la porte de l'OCS. L'Égypte et la Syrie ont déposé une demande de statut d'observateur, tandis que l'Égypte, Israël, les Maldives et l'Ukraine ont demandé le statut de partenaire de dialogue. L'Arabie saoudite, Bahreïn et le Qatar ont officiellement demandé à rejoindre l'OCS. En 2022, Erdogan a annoncé que la Turquie demanderait le statut de membre à part entière de l'OCS²¹.

La sécurisation de la fourniture des énergies

La Chine est hautement dépendante de l'import pour la fourniture des énergies, notamment en pétrole et gaz. Le conflit en Ukraine a souligné cette faiblesse.

Le renforcement des échanges avec la Russie se poursuit.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

Plus de la moitié de ces achats est faite en Moyen-Orient (L'Arabie Saoudite, Oman, Koweït, etc.) et doivent être transitée via l'océan Indien. Cette route maritime est extrêmement fragile. Les détroits de Malacca, de Taiwan, etc. sont autant de gorges exposées aux forces hostiles. Les conflits possibles avec les acteurs de cette région ou avec les acteurs venus de l'extérieur devraient être anticipés et jugulés. Cette situation met en évidence l'urgence d'une solution terrestre alternative, notamment dans le cadre du BRI. Citons le corridor en Pakistan, le projet de la ligne de fret ferroviaire aboutissant au bord de l'océan indien (Sri Lanka, Myanmar, etc.). Bloqués depuis 25 ans, les travaux pour la ligne ferroviaire Chine, Kirgizstan, Ouzbékistan vont bientôt commencer après le feu vert de la Russie²².

L'indépendance et l'autosuffisance technologiques

Le conflit en Ukraine a renforcé le sentiment d'urgence de la Chine pour accélérer son autosuffisance / indépendance technologique vis-à-vis des US dans tous les domaines clés, notamment en termes de chipsets²³.

Un début de dégel entre les rives du détroit de Taiwan ?

Le conflit en Ukraine a suscité beaucoup de réflexion et commentaires sur la situation entre les deux rives du détroit de Taiwan. La pertinence des analyses mise à part, la comparaison a été nombreuse entre les deux situations. Concernant la Chine continentale, bien que le « recours à la force » comme dernière option ne soit pas exclu, l'accent a été largement mis sur la volonté d'une « réunification pacifique ». Un certain nombre de déclarations et de gestes en provenance des deux rives font voir une sorte d'assoupissements²⁴.

La route de passagers Quanzhou-Jinmen (泉州-金門) « trois liaisons mineures » (小三通) a été réouverte. En répondant aux suggestions venant d'en face, Taïwan a ajouté 10 destinations en Chine aux cinq déjà desservies par des vols réguliers. La première délégation chinoise à visiter Taïwan depuis le début de la pandémie de Covid a reçu un « *accueil chaleureux* ».

L'ancien Président de la République de Chine M. Ma est en Chine continentale depuis le 27 mars pour une visite de plusieurs jours. C'est la première visite d'un ancien ou actuel dirigeant taïwanais depuis la fuite du gouvernement déchu de la République de Chine vers l'île en 1949. Malgré le caractère « privé » de son déplacement, il a été accueilli par des responsables gouvernementaux importants. L'accent est mis sur le passé de « la République de Chine » en continent et la perspective des efforts en commun à venir pour revitaliser la Chine (和平奋斗, 振兴中华 lutter pour la paix, revitaliser la Chine). Cette visite pourrait être le début d'un dégel dans la direction d'une solution pacifique.

Conclusion

Le conflit en Ukraine n'a pas été pris à la légère par la Chine. Sa réponse est complexe. Tenant au principe du respect absolu de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de chaque pays et réprouvant, à sa manière, le déclenchement de la guerre en Ukraine par la Russie, elle agit en faveur d'une solution pacifique acceptable par tous.



Bien que le conflit ait bousculé son agenda, la Chine s'adapte et accélère la mise en place de sa stratégie globale sur le long terme dans tous les domaines clés pour elle.

Comment Moscou façonne la Crimée

REPORTAGE. Travaux titanesques, investissements massifs : les Russes ont employé les grands moyens pour métamorphoser la péninsule annexée en 2014.

Par notre envoyée spéciale en Crimée, Anne Nivat - Publié le 06/04/2023 à 10h00



« Bah, on est habitués ! » maugrée Clara, 20 ans, à l'évocation d'une nouvelle attaque de drones dans la baie de Sébastopol. Tout en essayant une tasse, la serveuse hausse les épaules derrière le bar du café dans lequel elle est employée depuis deux mois à Yalta, la station balnéaire du sud où fut organisée la célèbre conférence qui avait réuni Roosevelt, Staline et Churchill en février 1945. « De toute façon, que peut-on y faire ? » ajoute la jeune femme avec fatalisme.

Quelques jours plus tôt, un appareil ukrainien sans pilote a visé la ville de Djankoï, nœud ferroviaire et routier situé à 70 kilomètres au sud des lignes ukrainiennes et transformé, depuis la retraite russe de Kherson, en centre d'opérations logistiques de l'armée russe. L'opération aurait provoqué une explosion sur un convoi ferroviaire transportant des missiles de croisière russes Kalibr. Une version immédiatement contestée par Moscou, qui a affirmé

que sa défense aérienne locale a intercepté et abattu le drone. Impossible de vérifier l'une ou l'autre version de façon indépendante.

Après un hiver où le front n'a guère évolué, la Crimée annexée par la Russie depuis 2014 est la cible d'attaques « terroristes », selon le terme russe, de plus en plus fréquentes depuis le début du printemps. Les habitants sont en grande majorité des Russes ethniques (65 %) détenteurs, depuis l'annexion, de passeports de la Fédération de Russie - même si beaucoup ont conservé, au cas où, leur passeport ukrainien. Malgré la tension et le danger, ceux rencontrés ces jours-ci par *Le Point* estiment le plus souvent « inconcevable » que le territoire soit un jour rendu à l'Ukraine. Le samedi 18 mars, à la surprise générale, le président Vladimir Poutine s'était rendu dans la péninsule pour « fêter » les neuf ans de ce que la propagande du Kremlin appelle pudiquement son « rattachement ».



De la gêne

Née en Crimée, Clara ne connaît de la « *mère patrie* », comme elle nomme affectueusement la Russie, que Moscou et Saint-Pétersbourg. Elle ne s'est jamais rendue à Kiev, la capitale de l'Ukraine, et se souvient de sa gêne quand, l'année de l'annexion, alors âgée de 11 ans, sa meilleure amie, une Tatare, lui répétait qu'elle ne voulait pas « *devenir russe* » (aujourd'hui, la population tatare de Crimée est estimée à 12,6 %). La serveuse se sent, quant à elle, profondément russe, mais, comme beaucoup de jeunes de son âge, ce n'est pas pour autant qu'elle comprend « *pourquoi cette guerre a éclaté* » et encore moins qu'elle en accepte les objectifs. « *Je ne crois pas que posséder davantage de territoire soit la motivation clé de cette opération. Il s'agit d'autre chose, de plus profond, de plus terrible, auquel je n'adhère pas* », dit-elle avec gravité et courage. En Crimée, territoire où la guerre se fait sentir quotidiennement même si le front est loin, rares sont ceux qui, comme Clara, osent exprimer leurs doutes quant à la « *justesse* » de l'« *opération militaire spéciale* ».

- **Guerre.** Le pont reliant la Russie à la Crimée a été partiellement détruit le 8 octobre 2022.
 - **Visite.** *Vladimir Poutine, le 5 décembre 2022, sur le pont reliant la Russie à la Crimée qui a été partiellement détruit près de deux mois plus tôt. Le président russe avait inauguré ce viaduc stratégique de 18 kilomètres de longueur en 2018.*

Igor, 58 ans, né en Crimée, a fait fortune dans le débit de boissons depuis trente ans. Il soutient l'armée russe sans état d'âme. « *Entre 1991 et 2014, l'Ukraine nous a beaucoup pris, par exemple en termes d'impôts, sans nous donner grand-chose en retour* », souligne l'homme d'affaires, ajoutant que, depuis le « *rattachement* », il se sent au contraire « *prioritaire* » et « *important* ».

Cet ultrapatriote consent à admettre qu'un État ukrainien a « *le droit d'exister* », mais uniquement « *comme le Kazakhstan ou la Biélorussie* », ce qui, dans sa bouche, revient à défendre l'idée que l'Ukraine devrait rester vassale de la Russie. Irina, 50 ans, son épouse, employée dans une agence immobilière, est moins virulente et plus nuancée : « *Je ne comprends pas cette guerre* », ose-t-elle lancer aux rares moments où Igor la laisse parler, « *d'autant qu'il y a un an, la Russie s'était montrée en faveur d'un compromis, mais on ne nous a pas écoutés* ».

« Rattachement » complet

Juste avant le déclenchement de l'invasion, le couple venait d'achever la construction d'une maison de style florentin dans laquelle il s'est installé à quelques kilomètres au nord de Simferopol, la capitale administrative de la Crimée.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17



Cependant, après trois années commerciales négatives pour cause de pandémie puis de guerre, les affaires d'Igor sont quasi au point mort. « *Je travaille en attendant que les touristes reviennent, et parfois, je me surprends à réfléchir à la possibilité de changer de branche, dans le cas où tout ça durerait...* », souffle-t-il, insistant sur le fait que « ça » (la guerre) n'amoinerait pas sa fibre patriotique. « *Même si elle a un impact négatif sur mon activité, je soutiens la SVO [acronyme russe pour « opération militaire spéciale », NDLR] et je ne suis pas le seul ! Bien sûr, comme tout le monde, j'attends que quelque chose se passe qui nous fera gagner* », proclame sans vergogne le commerçant, reconnaissant du bout des lèvres que, le 24

février 2022, c'est la Russie qui a attaqué son voisin. « *J'en veux à Boris Eltsine de ne pas avoir repris la Crimée et le Donbass à l'époque où il était président [1991-1999, NDLR], ça aurait été beaucoup plus facile que maintenant, et on aurait évité ce bain de sang ! J'en ai vraiment assez de payer pour les erreurs des prédécesseurs de Poutine : Nikita Khrouchtchev, qui a rendu la Crimée à l'Ukraine en 1954, mais aussi Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine, qui ont accepté que notre pays se dissolve dans le chaos* », insiste-t-il.

« Tous mes amis sont prêts à aller se battre ! On ne se cachera pas derrière nos femmes et nos enfants s'il faut les protéger ! » **Alexandre Lecayet**, organisateur de rallyes automobiles vivant en Crimée depuis 2015.

Une heure plus tard, à la table dressée en l'honneur de l'anniversaire de la sœur de sa femme, famille et invités trinquent à la visite surprise de Vladimir Poutine. « *Notre président veut montrer que personne ne doit avoir peur de venir en Crimée, il a raison ! Et peut-être que grâce à sa venue, on aura une vraie saison...* », veut espérer la grand-mère, qui exhorte son petit-fils à allumer la télévision pour voir les images du chef d'État sur la presqu'île. « *Avec cette guerre, les Ukrainiens ne nous aimeront plus pendant les trente ans à venir. Et après ? Après, ils recommenceront à nous aimer, c'est tout !* » fanfaronne Igor avant de porter un toast à sa belle-sœur. Et de pester contre les États-Unis, grands gagnants, selon lui, de cette nouvelle situation géopolitique mondiale et qui seraient prompts à attiser le feu de ce qu'il qualifie de « *guerre civile* » entre « *peuples frères* ». « *La Crimée restera russe, c'est sûr, sinon, on sera tous tués jusqu'au dernier* », ajoute l'homme d'affaires en précisant que, malgré son âge, il prendrait les armes sans hésiter.

Depuis son annexion en 2014, la Crimée a été choyée par le pouvoir russe avec des investissements atteignant 300 milliards de roubles (3,75 milliards d'euros) par an. Cela se voit : il y a d'abord eu les travaux titanesques du pont de 18 kilomètres de longueur qui relie, depuis 2018, la péninsule à la terre ferme du côté de Krasnodar, mais aussi, concomitamment, ceux de l'autoroute Tavrida (du nom « Tauride » que les Grecs antiques avaient donné à la presqu'île), qui permet de rallier le port de Sébastopol, 258 kilomètres plus à l'ouest, en trois heures au lieu de six depuis le pont. Selon des statistiques, rapportées par les dirigeants de la Crimée à Vladimir Poutine par vidéoconférence la veille du 9^e anniversaire du « rattachement », le taux de chômage de la péninsule serait passé en neuf ans



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

de 7,5 à 4 %. Quant à son intégration au système financier russe, elle est totale : partout, y compris dans la moindre boutique de souvenirs, le paiement est possible avec une carte de crédit du système Mir, développé par les autorités en réponse aux sanctions internationales.



« Cette guerre n'arrange les affaires de personne, et il va encore falloir se contenter des touristes russes. » **Edouard**, peintre et hôtelier à Solnechnaya Dolina.

La culture sous contrôle

Encore plus important, le pouvoir central de Moscou veut déposer son empreinte culturelle. Engagé dès 2015, le projet fédéral Tavrída-Art a pour but d'aider « des jeunes professionnels à réaliser leurs ambitions artistiques dans l'industrie du divertissement » et son implantation sur la rive sud est en train de modifier le développement économique, écologique et social de la région de Soudak. Depuis 2019, Tavrída-Art accueille chaque été un festival de musique et de talents sous l'égide ultrapolitique d'« experts » adoubés par le Kremlin, comme Sergueï Kirienko, l'un des tout-puissants adjoints de l'administration présidentielle (et qui fut dans sa jeunesse un éphémère Premier ministre de Boris Eltsine). Sacha, 53 ans, un rentier partageant sa vie entre Moscou et son appartement au 3^e étage d'un somptueux hôtel particulier sur cette rive sud, ne s'y est pas trompé : il vient d'obtenir les autorisations pour investir dans la construction et l'exploitation d'un restaurant non loin du complexe artistique. « Les résidents viendront de toute la Russie, il y en aura en permanence, donc je prends peu de risques, Tavrída-Art étant un projet politique massivement soutenu par l'État ! » souligne-t-il, précisant qu'en Crimée, l'impôt sur le bénéfice des entreprises s'élève à 4 % alors qu'il est de 6 % en Russie.

Sur place, au bout d'une route où défilent sans discontinuer des engins de construction, surgit un gigantesque chantier où l'on distingue quatre bâtiments en bois et acier. Tout est fermé et dûment gardé, avec interdiction même de s'en approcher. « On attend avec impatience que ça soit terminé », bougonne Edouard, 83 ans, propriétaire avec son épouse d'un hôtel familial construit de ses mains à Solnechnaya Dolina, la bourgade voisine. D'origine arménienne, Edouard est venu s'installer dans les années 1980 pour soigner l'asthme dont souffrait son épouse. Le couple n'est plus reparti. Peintre à ses heures perdues, l'hôtelier est à la fois membre de l'Union des artistes d'Ukraine et de la Russie, ce qui ne le choque aucunement. « Je n'arrête pas de recevoir des coups de fil de mes clients de Moscou, de Saint-Pétersbourg, qui, d'ailleurs, s'inquiètent. Ils vérifient que tout est bien calme avant de réserver », déplore-t-il. « Cette guerre n'arrange les affaires de personne et il va encore falloir se contenter des touristes russes », grommelle Edouard.

Poutine, ce sauveur

Alexandre Lecayet, 42 ans, est un Russe moscovite d'origine française venu, lui, s'installer en Crimée avec son épouse et leur petite fille en 2015. Quand il passe dans les rues étroites de Yalta au volant



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

de sa vieille Volga beige datant de 1974, « *ça met la banane à tout le monde* », s'amuse-t-il dans un français impeccable. Fin connaisseur de l'histoire automobile soviétique, ce diplômé d'HEC organise des rallyes de voitures anciennes et rédige des blogs incitant au voyage à quatre roues, notamment sur les bords de la mer Noire. Il ne cache pas son admiration pour le président. « *En 2014, au moment du rattachement, je me suis dit qu'enfin Poutine avait fait quelque chose de bien !* » plaisante-t-il à moitié.

Le jour où le président a accueilli au Kremlin les nouveaux dirigeants de la Crimée, il a débouché une bouteille de Novy Svet (champagne local) et décidé de rejoindre la péninsule en voiture. Depuis, Alexandre assume son soutien au chef de l'État russe : « *Perdre n'est pas une option. Pour le moment, on n'utilise qu'une partie de nos forces* », croit-il. Avant d'ajouter : « *Tous mes amis sont prêts à aller se battre ! On ne se cachera pas derrière nos femmes et nos enfants s'il faut les protéger !* »

Persuadé que les décisions de Vladimir Poutine à propos de la guerre sont soutenues par les Russes, lui aussi regrette qu'elles n'aient pas été prises plus tôt : « *Je ne suis pas pour la guerre en elle-même, mais j'en saisis parfaitement les raisons : elle se déroule justement pour que les jeunes urbains russes qui, parfois, sont contre cette opération, puissent continuer à vivre comme ils aiment ! Comment peuvent-ils ne pas le comprendre ?* » s'énerve-t-il. Alexandre est convaincu qu'à chaque fois que l'Occident s'est rapproché de la Russie, comme à l'époque des présidents honnis Gorbatchev et Eltsine, « *ça voulait dire que la Russie était faible, et il aurait fallu s'en inquiéter* ». A contrario, le nationaliste apprécie que Poutine « *soit capable de prendre des décisions impopulaires sans qu'aucune force extérieure ne lui dicte sa conduite* ».



« *Après être venus chez nous, les clients comprennent qu'ils n'ont plus besoin d'aller où que ce soit puisque tout est disponible ici en Crimée, champagne, huîtres, etc.* » **Elena Kostenko**, directrice du domaine viticole de Zolotaya Balka. À sa gauche, l'œnologue Pavel.

Enclave

Depuis 2015, la plupart des gros producteurs de vin de Crimée ont accueilli les bivouacs des rallyes d'Alexandre ainsi que ses cérémonies de remise des prix au cœur des vignobles, mais cette année devrait faire exception à cause de la guerre. « *En*

Russie, peste Alexandre, beaucoup de personnes qui se disent libérales ne boivent que du vin étranger et restent snobs vis-à-vis du vin russe de Crimée, mais ça change ! »

Certains domaines viticoles locaux se sont fait remarquer depuis la fin de l'Union soviétique et sont appréciés des amateurs internationaux, par exemple celui de Zolotaya Balka, domaine viticole de 1 500 hectares spécialisé dans les vins mousseux depuis 1889 et qui cultive une vingtaine de cépages. Après avoir longtemps appartenu à l'État sous l'URSS, l'exploitation, proche de Sébastopol, est d'abord



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

passée à un homme d'affaires ukrainien, puis, après l'annexion, à une femme d'affaires russe de Moscou, qui a réorganisé les caves et modernisé l'exploitation avec son gendre.

En provenance d'Autriche, les derniers plants de vigne ont été réceptionnés juste avant le début de la guerre ; les tracteurs sont biélorusses ; les cuves, russes et italiennes ; et l'équipement pour la vinification, acheté en 2018 et installé juste avant le Covid, est italien. De son bureau, Elena Kostenko, née à Melitopol il y a cinquante-huit ans d'une mère ukrainienne et d'un père russe, domine un paysage de coteaux et de vignes à perte de vue, mis en valeur par la baie vitrée du nouveau bâtiment, œuvre d'un architecte moscovite renommé.

Avant la guerre, dès le début de la saison, un public jeune et averti affluait pour s'offrir un tour guidé de l'exploitation avec virée en quad sur le domaine, dégustation au soleil couchant et dîner sur le toit-terrasse. Chaque été, un concert dans les vignobles attirait les foules. Elena a commencé à travailler au domaine il y a trente et un ans comme vigneronne, puis elle a été employée au laboratoire. Aujourd'hui, elle dirige 600 personnes (jusqu'à 900 en saison). « *Quand j'ai commencé, c'était l'URSS, puis l'Ukraine, et maintenant c'est la Russie* », dit-elle avec indifférence.

Elena est secondée, entre autres, par Larissa, 56 ans, maître de chais, originaire d'Odessa, qui a rejoint l'équipe en 1989, et Pavel, 30 ans, œnologue, né à Simferopol. Aucun ne regrette son choix d'être resté dans la péninsule « russe » ni ne conçoit que la situation puisse être différente, même si l'absence de contacts avec d'anciens collègues repartis en Ukraine rappelle crûment la réalité de la guerre. « *Vous nous tuez, alors on ne peut plus parler de quoi que ce soit* », ont même écrit certains ex-amis ukrainiens à Larissa.

Le domaine de Zolotaya Balka produit 8 millions de bouteilles de vin en méthode champenoise par an et 2 millions en vin blanc et rouge. « *Après être venus déguster chez nous, les clients comprennent qu'ils n'ont plus besoin d'aller où que ce soit puisque tout est disponible ici en Crimée, champagne, huîtres, etc.*, se rengorge Elena, minimisant ainsi les conséquences des sanctions internationales. *Notre priorité est de montrer à nos clients russes que nous sommes au même niveau que celui auquel ils étaient habitués à l'étranger.* »

Avant la guerre, la propriété viticole exportait une partie de sa production au Canada, au Japon et en Israël. Mais, à la suite de l'annexion de 2014, les ventes ont été recentrées sur le marché domestique, « *en constante progression* » selon Elena. La guerre a-t-elle modifié le fonctionnement du vignoble ? « *Pas vraiment. Nos consultants œnologues, et parmi eux plusieurs Français, continuent à venir jusqu'ici, mais avec des visas touristiques... Ils tiennent à rester discrets, ils ne veulent pas qu'on communique sur leur venue, mais ils parviennent jusqu'à nous par des chemins détournés !* »

Depuis l'attentat sur le pont de Crimée du 8 octobre 2022, les autorités russes ont imposé des contrôles stricts : seuls les trains et les voitures passent. Les camions empruntent un ferry ou « font le tour » par les territoires annexés du sud de l'Ukraine, ce qui rallonge le parcours de quelque 400 kilomètres. Pour Elena, la guerre n'a « *rien changé* », mais exige une plus grande organisation : « *On tient nos séminaires en Turquie, un pays tiers qui arrange tout le monde* », sur la rive sud de la mer Noire.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

Le tourisme en berne

Pourtant, la saison dernière, marquée par la guerre, a été très mauvaise. « *Nous n'avons reçu que 17 000 touristes alors qu'en 2021 il y en avait eu 35 000. Cette année, il faut s'attendre à une nouvelle chute.* » « *Mais on se doit d'être prêts pour quand la guerre sera finie, ce qui peut arriver n'importe quand !* » s'enthousiasme-t-elle, admettant qu'elle se tient à l'affût de la moindre information sur la messagerie Telegram. Même si la directrice avoue souvent pleurer pour les membres de sa famille restés en Ukraine et redouter les explosions, elle ne souhaite pas que la Crimée redevienne ukrainienne, « *quand régnait la pauvreté et qu'on n'avait pas de routes* ». Comment imagine-t-elle la victoire ? « *Russe, bien sûr, avec un arrêt des combats sur tout le front et un recul de l'Otan.* » Elle n'en dira pas plus.

Guerre en Ukraine : « Attention, d'anciens militaires français contribuent aux intérêts du Kremlin »

jeu. 6 avr. à 15:34

Patrick Chevallereau est un vice-amiral français, senior fellow et administrateur de l'Institut Open Diplomacy. Fin connaisseur des enjeux de défense et de la question européenne, il alerte sur l'appui d'anciens responsables militaires français à une narration pro-russe de la guerre en Ukraine.

Voici sa tribune. « Depuis le début de l'agression militaire russe contre l'Ukraine et la réalité quotidienne de sa barbarie, chacun peut observer un phénomène qui devrait inquiéter tous ceux qui sont attachés à la défense de nos intérêts de sécurité et à la stabilité du continent européen : sur les réseaux sociaux souvent, sur des plateaux de télévision parfois, d'anciens responsables militaires n'hésitent pas à relativiser ou à inverser la charge des responsabilités qui sont à l'origine du pire conflit que connaît l'Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ces anciens militaires, de manière plus ou moins appuyée, épousent ainsi le narratif du Kremlin.

Peu d'analystes se sont interrogés jusqu'à présent sur les causes de cette aberration intellectuelle et morale qui a cours dans un milieu où les notions de rigueur, d'éthique et de loyauté sont pourtant consubstantielles de celle d'engagement au service du pays.

Idéologie, politisation et aveuglement

Plusieurs facteurs, la plupart de nature idéologique ou politique, contribuent à cette situation :

Un sentiment russophile existe depuis longtemps au sein d'une partie de la France traditionnelle, voire traditionnaliste, dont certains officiers sont issus : une « Sainte Russie », cœur d'un monde slave fantasmé, constituerait une sorte d'allié civilisationnel face à un Sud islamiste et conquérant ; Une confusion s'est installée dans certains esprits entre les vertus de l'autorité, notion logiquement cultivée au sein de l'institution militaire, et une sorte de fascination pour l'autoritarisme de la démocratie russe ; À travers un patriotisme qui se fourvoie, certains adhèrent à l'idéal d'une France « souverainiste » dont les différents promoteurs politiques cultivent tous une aversion viscérale pour le projet d'une Europe puissante et unie, et d'un lien transatlantique fort. Ces deux points, parce qu'ils constituent



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

ensemble un centre de gravité de la sécurité des démocraties occidentales, sont une cible prioritaire de Vladimir Poutine ; D'autres - les mêmes parfois - ont développé des sentiments anti-atlantistes souvent alimentés par une ignorance de l'OTAN et, quelquefois, par la frustration de s'être trouvés eux-mêmes à travailler dans l'environnement de cette organisation, sans toujours en maîtriser les subtilités, les codes ni même parfois la langue de travail, point de passage obligé pour pouvoir s'y imposer.

On peut aussi ajouter que le rythme et l'exigence des opérations menées au Sahel et au Levant par nos armées depuis 2013 ainsi que les grands attentats de 2015-2016 sur le territoire national, ont entraîné certains chefs à hiérarchiser les priorités, au point parfois (et sans que ceci ne relève d'une quelconque idéologie), de quasiment écarter l'idée d'une menace russe pourtant potentiellement existentielle.

Dangereuse nébuleuse

Quels sont donc aujourd'hui les principaux cercles ou vecteurs, proches de l'institution, à travers lesquels ces différentes sensibilités s'expriment ? Des sensibilités qui, parfois, se recoupent et, finalement, servent toutes la guerre hybride que nous mène la Russie depuis des années.

Il existe aujourd'hui essentiellement le milieu des officiers retraités et des officiers généraux en 2ème section. Une petite partie d'entre eux s'est engagée activement auprès de personnalités politiques notoirement anti-européennes et anti-atlantistes : le général de la Chesnais, ancien numéro deux de l'Armée de Terre, comme directeur de la campagne présidentielle du candidat Zemmour, ou d'autres auprès de Nicolas Dupont-Aignan. Le cas de Jean-Michel Cadenas, ex-officier de gendarmerie et chef de file du Rassemblement National en Mayenne est plus emblématique d'un soutien directement affiché à la Russie. Extrêmement actif sur les réseaux sociaux dans lesquels il déverse son fiel, cet ancien militaire consacre depuis le début de l'invasion russe une part importante de son activité en ligne à dénigrer l'Ukraine et à critiquer l'aide des Occidentaux à Kiev.

De manière tout aussi préoccupante car ceci concerne de plus jeunes générations d'officiers, le milieu de l'enseignement militaire supérieur n'a pas été épargné. Il s'est en effet parfois ouvert à des doctorants à l'idéologie prononcée et aux engagements politiques ultérieurement révélateurs. Le colonel de la réserve opérationnelle Caroline Galactéros, directrice du très anti-atlantiste institut Géopragma et proche d'associations d'officiers de réserve, copinant avec le Dialogue Franco-Russe de l'eurodéputé RN Thierry Mariani, est devenue le temps de la campagne présidentielle conseillère géopolitique du candidat Éric Zemmour. Elle avait œuvré comme directrice de séminaire à l'École de Guerre lorsque le général Vincent Desportes en était le directeur. Celui-ci, reconverti aujourd'hui dans le commentaire géostratégique exalté, n'hésite pas à aller se compromettre sur les plateformes pro-russes et anti-atlantistes que sont Omerta, Elucid et le Dialogue Franco-Russe. Le géopolitologue complotiste Aymeric Chauprade quant à lui, ex-conseiller affaires internationales de Marine Le Pen, a été jusqu'en 2009 directeur de cours au Collège Interarmées de Défense. Une façon, en quelque sorte, de faire entrer dans la bergerie les loups d'une extrême-droite au discours géopolitique aligné sur celui du maître du Kremlin.

Outre Géopragma, on peut aussi s'arrêter sur le cas du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), dirigé par Éric Dénécé, une officine particulièrement complaisante avec les



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

thèses du Kremlin quand elle ne se charge pas de les relayer. Or, lorsque que l'on consulte la gouvernance de ce think tank, il apparaît que pas moins de trois officiers généraux en 2ème section ou en retraite sont membres aujourd'hui de son comité stratégique.

Bien sûr, cette « nébuleuse militaire » mêlant russophilie, anti-atlantisme ou (au mieux) approche géopolitique relativiste, préexistait au 24 février 2022. L'omniprésence médiatique de la guerre déclenchée par Moscou et les réseaux sociaux l'ont simplement exposée à la lumière. Elle n'est malheureusement que la partie visible d'une confusion des esprits plus étendue et plus enracinée qu'on pourrait le croire, même si ceci ne concerne qu'une minorité de l'institution militaire.

Agir à l'heure de cette guerre hybride et globale Minoritaire, le phénomène n'en est pas moins préoccupant car ces opinions ou ces sensibilités, qu'elles se manifestent par des engagements publics ou de manière plus discrète, n'épargnent aucune des armées. Surtout, elles nient souvent le caractère menaçant des visées et des modes opératoires russes pour les démocraties européennes. Cette réalité a pourtant été exprimée et renforcée au fil de chacune des revues stratégiques nationales publiées depuis dix ans (revues - et actualisations - stratégiques de 2013, 2017, 2021 et 2022). Et ces documents ne présentent aucune ambiguïté sur nos alliances.

Dans un tel contexte, il paraît important de traiter ce qui pourrait être un élément de vulnérabilité interne au sein d'une institution pourtant situé en première ligne pour la défense du pays. Au-delà d'actions immédiates à prendre - ou peut-être en partie déjà prises -, ce sera notamment dans le cadre de la nouvelle fonction stratégique « Influence », présentée dans la revue nationale stratégique publiée en novembre 2022, qu'il conviendra de décliner de manière concrète les dispositifs de « contre-influence » à mettre en œuvre. Il s'agit d'une question de sécurité nationale. »

lejdd.fr

Cyberguerre en Ukraine : les leçons américaines

mer. 12 avr. à 11:15

L'invasion russe en Ukraine, qui dure depuis plus d'une année déjà, ne se limite pas à sa seule dimension terrestre. La confrontation qui se joue dans l'espace numérique est aussi déterminante dans le déroulement du conflit. Si de nombreux rapports et analyses ont été réalisés sur ce sujet, Jonathan Guiffard, expert en résidence et chercheur sur les enjeux géopolitiques de l'écosystème cyber américain, propose de les compléter avec un décryptage des grandes leçons - parfois provisoires - tirées par les États-Unis de la cyberguerre russo-ukrainienne. C'est aussi le premier volet d'une série d'analyses consacrée aux enjeux géopolitiques du cyber.

Le 24 février 2022, des colonnes de soldats et de blindés russes sont entrées sur le territoire ukrainien pour tenter une manœuvre de grande échelle qui visait à prendre le contrôle de Kyiv et à faire tomber le gouvernement ukrainien. Cette manœuvre militaire "classique" a été précédée, dès le 23 février 2022, par le déclenchement d'une multitude de cyberattaques contre des cibles stratégiques infectées au préalable. À l'image des premières salves de missiles, il s'agissait de neutraliser de manière préemptive les capacités de réaction des autorités ukrainiennes.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

Cette stratégie cyber est relativement nouvelle dans le domaine militaire et matérialise le déclenchement d'une cyberguerre, très commentée sur le plan théorique et scientifique.

À l'heure actuelle, les entreprises de cybersécurité estiment que les États-Unis sont la première cible, en volume, de cyberattaques et l'Ukraine, la seconde. Ainsi, le soutien direct et indirect de l'écosystème cyber américain au gouvernement ukrainien a permis aux États-Unis d'observer de près la réalité de cette première cyberguerre, toujours en cours, et d'en tirer de nombreuses leçons sur les plans opérationnels, politiques ou organisationnels.

Les États-Unis en position d'observation en Ukraine depuis 2014 Après l'annexion de la Crimée par les forces armées russes en mars 2014, les autorités américaines, sous pression d'un Congrès proactif et véhément, ont déployé une importante politique de soutien aux autorités ukrainiennes sur le plan économique, institutionnel et militaire, estimant que la Maison Blanche avait particulièrement mal réagi à ce changement de fait de l'ordre international. Cette inaction laissait craindre au Congrès que le gouvernement russe ne la considère comme un blanc-seing pour envahir l'Ukraine.

Un des volets de cette stratégie a consisté à assister l'Ukraine dans le domaine cyber, ce pays étant devenu, dès 2013 et les prémices de la première agression russe, la cible d'un nombre très important de cyberattaques attribuées sur le plan politique à la Fédération de Russie. Le choc déclenché par la mise à plat du réseau électrique ukrainien par une attaque du groupe criminel russe Sandworm, le 23 décembre 2015, a constitué un wake-up call pour le gouvernement américain.

Ainsi, l'Ukraine est devenue un poste d'observation privilégié d'études de la menace cyber pour de nombreux acteurs américains, privés ou institutionnels.

En effet, si la confiance a mis beaucoup de temps à s'installer entre les acteurs institutionnels américains et ukrainiens, des grandes entreprises américaines de cybersécurité se sont installées à Kyiv dès 2014 comme prestataires auprès du gouvernement. Des firmes, telles que Microsoft, Cisco, Mandiant ou CrowdStrike, ont contracté avec différentes institutions du gouvernement ukrainien ou différents secteurs stratégiques (cyberpolice, infrastructures énergétiques, transports...) bien avant l'invasion de février 2022.

C'est un point extrêmement important car, par ce positionnement, ces entreprises ont constitué le front du renseignement cyber (Cyber Threat Intelligence) américain en leur permettant de développer une connaissance en constante amélioration des modes opératoires russes et des méthodes possibles de remédiation. À mesure que l'Ukraine subissait des cyberattaques en continu, les entreprises américaines et leurs partenaires ukrainiens ont développé une expérience précieuse pour améliorer dans d'autres pays leurs services de cybersécurité et pour aider la cyberdéfense américaine en retour. À noter qu'avant l'invasion de 2022, l'essentiel de ces cyberattaques étaient destinées à de l'espionnage.

Cette place privilégiée des entreprises américaines a été complétée par le développement d'un partenariat avec la National Security Agency (NSA) et l'US Cyber Command, deux entités américaines sœurs en charge de la collecte du renseignement par moyens techniques et cyber, ainsi que des



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

capacités cyber-défensives et cyber-offensives américaines. Ce partenariat a consisté en des échanges de renseignements sur les modes opératoires russes, sur les méthodes de remédiation et a culminé avec l'envoi, à la demande des autorités ukrainiennes, d'équipes de chasse ("Hunt Forward Team") pour scanner les réseaux critiques ukrainiens et les nettoyer en cas de détection de malware russe.

Ainsi, à titre d'exemple, l'équipe envoyée à Kyiv par l'US Cyber Command à partir de novembre 2021 aurait notamment identifié un malware de sabotage sur le réseau ferroviaire ukrainien, qui a pu être nettoyé avant son activation. L'objectif russe était de saboter le fonctionnement des trains entre l'Est et l'Ouest de l'Ukraine, au moment de l'invasion. S'il avait fonctionné, la résistance ukrainienne aurait été sensiblement moins agile et les pertes civiles plus élevées, le rail ayant eu un rôle central dans les évacuations vers le centre et l'ouest du pays.

La menace cyber russe observée en action La place privilégiée des acteurs de l'écosystème cyber américain auprès des institutions ukrainiennes a permis d'observer en temps presque réel les attaques russes. Au déclenchement de l'invasion de février 2022, le volume des cyberattaques russes a sensiblement augmenté. Avec le recul, voilà l'analyse qu'en font les acteurs américains : les lieux de prépositionnements dans les réseaux ukrainiens, la nature des malwares employés et leur volume tendent à dessiner une stratégie russe cyber pensée pour soutenir un choc initial, une neutralisation rapide des autorités et une prise de contrôle du territoire ukrainien en peu de temps ; l'objectif des forces cyber russes était ainsi essentiellement de perturber les communications entre les autorités et les état-majors ukrainiens, mais en préservant l'essentiel des infrastructures. La cyberattaque initiale contre les satellites VIA-SAT est l'illustration de cette stratégie. Pour les analystes américains, l'armée russe prévoyait une victoire rapide et la nécessité de relancer rapidement les infrastructures sous leur contrôle. Selon eux, il est aussi probable qu'ils envisageaient de mettre ensuite physiquement la main sur un certain nombre de données importantes, qui n'ont pas fait l'objet d'un ciblage cyber en amont.

Dès lors que la stratégie militaire russe initiale a été mise en échec, le volume et la technicité des cyberattaques se sont réduits, les préparatifs n'ayant pas pris en compte ce scénario.

Si le nombre de cyberattaques reste très élevé, sans commune mesure avec la période 2014-2022, celles-ci cherchent essentiellement à renseigner et à soutenir les offensives russes. Un pic a ainsi été observé avant la nouvelle offensive russe de l'automne 2022 et les analystes américains estiment qu'un nouveau pic sera bientôt observé en prévision d'une nouvelle offensive de grande ampleur envisagée au printemps.

L'observation principale et consensuelle à Washington DC est la réalisation que l'armée russe a été incapable de réaliser des manœuvres militaires intégrées entre ces différentes composantes. Ainsi, les opérations cyber, pas plus que les opérations aériennes, n'ont été intégrées à des manœuvres complexes, ce qui tend à relativiser son efficacité sur le plan militaire. L'administration américaine explique son erreur d'appréciation de la manière suivante : en août 2008, lors de l'invasion russe en Géorgie, l'appareil de sécurité national américain avait observé cette absence de manœuvre intégrée et estimé que la Russie en avait tiré les bonnes leçons à l'occasion des grandes réformes de son armée à partir d'octobre 2008.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

Pensant sincèrement que la Russie avait appris de ses erreurs et considérant la richesse de ses modes opératoires cyber et l'excellence technique de ses malwares, les Américains estimaient que les cyberattaques russes viendraient soutenir directement les manœuvres tactiques, à l'image de ce que pratiquent plusieurs armées de l'OTAN disposant de capacités cyber.

Ce fonctionnement en silo tiendrait à plusieurs facteurs propres aux doctrines et pratiques de l'armée russe, mais aussi au fait que la quasi-intégralité des opérations cyber russes sont menées par les trois services de renseignement (GRU, FSB, SVR) et bien que le GRU soit une entité militaire, la composante cyber n'a pas été intégrée dans les différents échelons de l'armée russe. Les objectifs des services de renseignement et des forces conventionnelles russes n'ont pas été les mêmes, rendant la coordination d'autant plus hasardeuse.

Enfin, les Américains ont observé une forte utilisation des moyens cyber russes en soutien de leurs opérations informationnelles, en amont et en aval de l'invasion de 2022, ce qui est aussi un facteur d'explication de moindre efficacité destructive des cyberattaques russes. Les ressources étaient absorbées pour aider à la dissémination et à l'amplification des manœuvres de propagande dans l'espace numérique.

La cyberdéfense ukrainienne, un système performant S'il faut se méfier des grandes leçons qui traversent le débat stratégique, il est intéressant de noter qu'il existe un consensus à Washington sur le caractère cardinal de la défense (capacité à anticiper, détecter ou prévenir des cyberattaques) et de la résilience (capacité à remédier rapidement à une cyberattaque) dans l'amortissement du choc cyber initial. Les Américains ont identifié plusieurs facteurs critiques :

- le degré de compétence et de technicité des Ukrainiens, accru à mesure qu'ils subissaient des attaques depuis 2013. Cet entraînement a été un facteur clé ;
- les leçons transmises par l'écosystème cyber américain, dès 2015-2016, ont été bien intégrées par leurs partenaires et clients ukrainiens ;
- la présence de longue date des entreprises cyber américaines a permis une montée en compétence des Ukrainiens. Les infrastructures critiques ont reçu un degré élevé de protection;
- la formation en cybersécurité permise par des programmes d'aide américains (USAID), votée par le Congrès dès 2014, a permis, en partenariat avec des entreprises de cybersécurité américaines et ukrainiennes, de sensibiliser ou former plusieurs dizaines de milliers de personnes aux pratiques de cybersécurité ;
- la mise en place de mécanismes de partages de renseignements cyber sur les modes opératoires russes entre l'appareil de sécurité national américain, les entreprises américaines, les autorités et clients ukrainiens, et les partenaires européens ou otaniens. Ces mécanismes de partage ont été importants pour la neutralisation progressive des malwares russes à grande échelle et la correction des vulnérabilités informatiques détectées ;



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

- l'envoi de plusieurs équipes de chasse américaines (cf. ci-dessus).

Tous ces facteurs ont préparé les acteurs ukrainiens, probablement comme aucun autre pays au monde, à faire face. L'avantage final en faveur de la défense a été permis par la campagne américaine de partage et de déclassification de ses renseignements, dès octobre 2021, durant laquelle les autorités américaines ont fait le choix d'alerter les Ukrainiens et leurs partenaires européens de l'imminence d'une invasion russe.

Malgré une difficulté à convaincre de la réalité de ce scénario, la confiance importante nouée entre les autorités ukrainiennes et l'écosystème cyber américain a permis une dernière préparation des réseaux ukrainiens à faire face et à convaincre un exécutif ukrainien réticent de mettre ses données stratégiques sur des serveurs d'Amazon Web Service ou de Microsoft, afin de les mettre hors de portée des Russes.

La qualité des services de cybersécurité du cloud d'Amazon Web Service est indéniable, mais il faut interpréter cette décision comme un geste éminemment stratégique, cohérent avec la vision d'ensemble du gouvernement ukrainien : en mettant les données dans un espace numérique sous souveraineté de membres de l'OTAN, il y avait une volonté de dissuader les Russes d'agir contre ces serveurs. Ceux-ci ont en effet montré leur volonté de ne pas risquer une escalade avec l'OTAN. Ce "saut de la foi" ukrainien est tactique, stratégique et politique, l'Ukraine démontrant par le biais de ses données sa volonté de s'en remettre à l'alliance atlantique. Ce geste fort a été reçu particulièrement favorablement par les autorités américaines qui ont, en retour et malgré de fortes réserves initiales, changé leurs règles de partage dans le domaine cyber : les entreprises de cybersécurité ukrainiennes et institutions sont désormais alimentées en retour d'un volume accru de renseignements cyber, sensibles par nature car susceptibles de révéler les accès américains au sein des réseaux russes.

Les leçons pour le système américain

L'importance cardinale de la défense représente la leçon la plus importante pour les Américains. Il n'est jamais trop tard pour commencer. Ainsi, alors que l'invasion russe était imminente, le Cyber Infrastructure & Security Agency (CISA, équivalent américain de l'ANSSI) a lancé, en février 2022, une initiative à forte portée politique : Shields Up. Anticipant une vague de cyberattaques contre des entités américaines, en rétorsion de l'aide apportée à l'Ukraine, le CISA et les institutions américaines chargées de la cyberdéfense ont, par cette initiative, sensibilisé les entreprises américaines en les appelant à renforcer leur vigilance et en leur fournissant des outils et des conseils pour raffermir leur cybersécurité. À ce jour, la vague attendue n'est jamais arrivée, surprenant des autorités jugées un peu alarmistes. Celles-ci se sont défendues en expliquant que cette préparation était justement un excellent entraînement et permettait de mettre en œuvre des mécanismes collectifs vertueux.

Une autre leçon importante : le partage et la création de communautés. La guerre en Ukraine a illustré, pour les Américains, l'importance de la circulation d'informations dans le domaine cyber. Plusieurs mécanismes de coordination quotidiens entre les institutions de la cyberdéfense tels que le Joint Cyber Defense Collaborative (JCDC) ou le Cyber Collaboration Center (CCC) ont fonctionné à plein régime.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

Ce mantra du partage est désormais affiché de manière permanente dans la communication institutionnelle, révélateur d'une politique assez récente et nécessitant un engagement constant des acteurs privés.

Cette politique est complétée par une communication publique accrue du CISA, mais aussi de manière plus surprenante de la NSA, visant à partager avec le plus grand nombre vulnérabilités, bonnes pratiques de cybersécurité et conseils d'hygiène numérique.

Ces leçons s'inscrivent dans un contexte particulier mais important pour les décideurs américains : la crise du Covid a accru le télétravail et accéléré la digitalisation des entreprises, entraînant un accroissement de la surface numérique à défendre. Le ransomware qui a mis à l'arrêt, en mai 2021, l'entreprise énergétique Colonial Pipeline avait suscité une prise de conscience aiguë du risque pesant sur les infrastructures économiques.

Sur le plan militaire, en complément de l'incapacité de l'armée russe à intégrer le cyber dans ses manœuvres, il faut retenir une autre leçon importante : en s'appuyant sur des groupes criminels, le système cyber offensif russe s'est montré peu fiable. La professionnalisation des capacités cyber devient alors nécessaire, confirmant le choix d'avoir créé l'US Cyber Command.

Les débats académiques et stratégiques font rage pour déterminer l'importance des armes cyber, en raison d'un sentiment relativement consensuel que la menace cyber n'a pas eu l'effet de choc et de paralysie anticipé par les observateurs. Une grande partie de cette confrontation dans le cyberspace reste masquée pour le grand public, ce qui rend difficile l'analyse de sa réalité et de ses conséquences. Si une partie des membres de la communauté stratégique américaine tend ainsi à relativiser le rôle du cyber dans la guerre en Ukraine, estimant que la différence sur le terrain apparaît grâce à la nature des armements déployés et aux capacités de manœuvre ukrainiennes, d'autres appellent à ne pas mettre de côté le cyber qui représente un outil important d'espionnage tactique et stratégique, de sabotage potentiel et dont la fréquence sature et occupe fortement les entités ukrainiennes. La préparation cyber et la nature des malwares sont adaptées à des plans stratégiques précis. Ce sont ces derniers qui sont la raison de la victoire ou de l'échec, plutôt que la nature des armes.

Vers une stratégie renforcée et élargie

Le 02 mars 2023, la Maison Blanche a annoncé une nouvelle stratégie nationale cyber, la dernière datant de 2018. C'est la première stratégie rédigée et pilotée par le nouveau bureau du directeur cyber national (Office of the National Cyber Director), ce dernier, rattaché au président américain qu'il conseille, existe depuis le 1er janvier 2021.

Comme en 2018, l'intérêt de cette doctrine est qu'elle est très complète et permet d'observer les avancées conceptuelles des institutions américaines à l'égard d'un champ cyber relativement récent et toujours en maturation.

Sa publication a été retardée et le contexte ukrainien n'y est pas pour rien. À l'aune de la guerre en Ukraine, les leçons évoquées ci-dessus ont alimenté cette réflexion inter-agence, ce qui transparaît dans le document.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

L'administration annonce deux évolutions conceptuelles importantes :

le transfert de la responsabilité de la cybersécurité vers les grandes entreprises, mieux positionnées pour surmonter cet enjeu que les particuliers et les petites entreprises ; favoriser les investissements de long-terme pour assurer une meilleure cyberdéfense du pays, sans se faire absorber par les menaces du quotidien.

Cette stratégie est associée très directement à la politique d'investissement de long terme dans les infrastructures et le tissu industriel américain (Infrastructure Investment and Jobs Act), pierre angulaire de la stratégie du président Biden. Elle est aussi à relier avec son concept de "politique étrangère pour les classes moyennes".

Dans ce cadre, une dichotomie dans la cybersécurité apparaît dans le discours américain, différente de la doctrine qui prévalait jusqu'alors :

un tissu économique défendable, pour la masse des cyberattaques de faible qualité qui exploitent le faible niveau de protection des particuliers et petites entreprises ; un tissu administratif et économique résilient, pour faire face aux cyberattaques les plus critiques.

Cette dichotomie est importante car elle tranche complètement avec les conceptions de dissuasion et de suprématie qui prévalaient auparavant. Les autorités américaines ont compris que la puissance politique, militaire et diplomatique ne permettrait pas d'établir une dissuasion crédible, particulièrement vis-à-vis des acteurs cybercriminels, et que le cyberspace était un espace fluide et dynamique qui imposait une réflexion sur la résilience plutôt qu'un diptyque forteresse/dissuasion.

C'est entre autres pour cette raison que l'administration décide de mettre en responsabilité les grandes entreprises du cyber, du logiciel et de l'informatique en poussant pour une cybersécurité by design des matériels et logiciels.

Les cinq piliers de la nouvelle approche américaine ne sont pas nouveaux, mais offrent un regard sur la manière dont la cybersécurité est envisagée aux États-Unis :

Défendre les infrastructures critiques : le gouvernement assume sa responsabilité pour les infrastructures critiques, avec l'aide des entreprises, ce qui résulte de l'attaque contre Colonial Pipeline et des attaques russes observées contre les secteurs critiques ukrainiens (électricité, énergie, transports...);

Entraver et démanteler les acteurs menaçants : le gouvernement prend ici encore ses responsabilités pour se charger de contrer les acteurs menaçants, avec un focus nouveau sur le risque des rançongiciels et une volonté d'isoler sur la scène internationale les pays malveillants ou sanctuaires, référence directe à la Russie ;



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

Façonner les forces du marché pour se charger de la sécurité et de la résilience : le gouvernement fait porter la responsabilité de cette mission aux grandes entreprises et insiste sur la résilience du tissu économique. Il faut désormais apprendre à vivre avec des cyberattaques régulières ;

Investir dans un futur résilient : Le prolongement de la politique d'investissement du gouvernement qui insiste ici sur la R&D dans les technologies émergentes, notamment celles qui changeront les paradigmes de la cybersécurité : l'Intelligence Artificielle et la cryptographie quantique. Cette partie est à relier avec la confrontation technologique que mène désormais le gouvernement américain avec la Chine et son lien défini avec les enjeux de sécurité nationale ;

Forger des partenariats internationaux pour poursuivre des objectifs communs : Le gouvernement continue de plaider pour une politique d'alliance, renforcée par la guerre en Ukraine. On perçoit son influence dans la mention d'une "aide aux Alliés pour se préparer en temps de guerre comme en temps de paix", référence au partenariat américain avec l'Ukraine et d'autres pays.

Cette nouvelle stratégie évolue conceptuellement, sans remettre fondamentalement en cause les briques précédentes, faisant preuve d'une maturité réelle en cybersécurité. Le gouvernement fédéral joue un rôle central de chef d'orchestre, anime un dialogue transversal et positif entre tous les acteurs de l'écosystème cyber et de la société américaine. La guerre en Ukraine a donné un large coup de boost à cette politique : désormais, tout le monde est dans le même bateau.

institutmontaigne.org

Anatomie du corps de bataille

jeu. 13 avr. à 15:27

Cela fait un peu « archaïque » comme diraient certains à l'Élysée regrettant le peu d'avions dans le ciel ou de bâtiments sur l'eau, mais ce sont les brigades de combat terrestres, et actuellement celles de l'armée ukrainienne, qu'il faut observer en priorité pour mieux appréhender les évolutions de la guerre en Ukraine dans les mois à venir.

La bataille des quatre armées

La brigade, d'environ 3 000 hommes avec d'assez larges variations, est la structure de base de l'armée ukrainienne. Là où ça se complique, c'est que les Ukrainiens ont des brigades d'au moins treize modèles différents appartenant à six grandes forces aux ordres de deux ministères, et on ne parle pas des bataillons réguliers ou de milices qui s'y ajoutent.

Parmi ces forces, la principale est l'armée d'active du ministère de la Défense. Appelons là « force de manœuvre ». Elle compte huit types de brigades de combat (blindée, mécanisée, motorisée, assaut aérien, aéroportée, aéromobile, montagne, chasseurs). On peut y ajouter les brigades d'infanterie de marine et plus récemment la brigade de fusiliers de l'Air car elles sont organisées comme les brigades de l'armée de Terre et commandées opérationnellement par elle. Dix modèles différents au final, c'est évidemment trop d'autant plus que c'est inutile. A horizon visible aucune brigade aéroportée, d'assaut par air ou aéromobile – la différence est subtile - ne sera par exemple larguée ou hélicoptée, mais cela flatte l'esprit de corps et constituent des petits fiefs de commandement.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31

En réalité, on peut classer toutes ces brigades en trois grandes catégories : les brigades blindées, d'infanterie mécanisée et d'infanterie motorisée, en fonction de la quantité de chars de bataille dont elles disposent. Les brigades blindées (BB) – trois bataillons de chars, un bataillon d'infanterie, un bataillon d'artillerie, un bataillon de défense aérienne, plusieurs compagnies d'appui et soutien – et les brigades mécanisées (BMe), organisées avec la proportion inverse de bataillons de chars et d'infanterie, constituent la force de choc. Elles sont normalement équipées avec le matériel le plus lourd. Toutes les autres brigades ont la même structure que les brigades mécanisées, mais avec une seule compagnie de chars au lieu d'un bataillon et des véhicules blindés plutôt à roues. La 46e brigade aéromobile est ainsi équipée de VAB français et les 58e et les 59e de Humvees américains. Ce n'est pas complètement satisfaisant, mais on les regroupera sous l'appellation de « brigades motorisées » (BMo).

Au début de la guerre, selon le Military Balance 2021 cette force de manœuvre comprenait 29 brigades d'active et quatre de réserve active. Au cours de la guerre, quelques-unes d'entre elles ont été détruites, à Marioupol, ou dissoutes (des brigades de réserve qui n'ont pas été formées) mais beaucoup d'autres en revanche ont été constituées dans deux périodes intenses de formation, au cours de l'été et au tournant de 2022-2023.

Si on en croit plusieurs sources ouvertes (en particulier Macette Escortet @escortert, Jomini of The West @JominiW et Poulet volant @Pouletvolant3 sur Twitter ou MilitaryLand.net) les BB sont restées au nombre de quatre avec cependant une 5e brigade actuellement à Kryvyi Rih qui n'a jamais été engagée au combat et dont on ne connaît pas bien le sort. Pour faire compliqué, les Ukrainiens ont aussi un 12e bataillon de chars indépendant. Deux brigades blindées seraient en cours de formation avec les chars de bataille et véhicules de combat d'infanterie qui arrivent sur le territoire.

L'effort principal a porté sur les brigades mécanisées qui sont passées de 10 à la mobilisation, pour atteindre 23 au mois de novembre et peut-être 33 ou 34 lorsque les unités actuellement en formation seront prêtes. Il y avait également 14 BMo au début de la guerre, il devrait y en avoir 23 à 25 au printemps 2023. Avec donc un total de 59 à 62 brigades en avril 2023, la force de manœuvre aura doublé en un peu plus d'un an.

La deuxième grande force du ministère de la Défense est la « force territoriale ». Elle a été créée par une loi en juillet 2021 et activée le 1er janvier 2022, très peu de temps donc avant le début de la guerre. Une brigade territoriale (BT) a été formée dans chacune des 25 provinces, auxquelles se sont ajoutées six autres dès le début de la guerre dans les principales villes (et à leurs frais), puis encore deux ou trois par la suite. Au total, on compte maintenant 31 ou 32 BT. Ce sont fondamentalement des brigades d'infanterie légère de taille variable avec quelques compagnies d'appui (mortiers, génie) et de soutien, gérées administrativement par les provinces ou les villes et opérationnellement par les commandements militaires régionaux. Composées par des réservistes et des volontaires de la « réserve passive » (des réservistes non formés militairement), les BT ont pour mission première d'assurer la protection des points sensibles d'une région et de mener un combat de guérilla si elles venaient à se trouver sur les arrières de l'ennemi. C'est sensiblement, ce qu'on a appelé initialement en France la « défense intérieure du territoire » devenue « opérationnelle » par la suite. Ces brigades ont été d'une très grande utilité dans le début de la guerre dans la phase de mouvement et alors que



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

les forces russes avaient largement pénétré à l'intérieur du territoire. Elles ont été moins utiles, car trop légères, dans la guerre de positions. L'évolution a surtout consisté à densifier ces brigades, avec un équipement plus lourd en particulier, et parfois en les renforçant de bataillons d'active, afin de leur permettre de « tenir la ligne » à côté de brigades de manœuvre. Elles y tiennent normalement un rôle défensif, plus à la mesure de leurs capacités, mais elles sont parfois engagées à l'attaque. La légion internationale y est rattachée, dont quelques bataillons sont vraiment opérationnels.

Pour une raison étrange, le ministère de l'Intérieur dispose aussi de son armée. C'est une survivance des improvisations de 2014 avec peut-être le souci de ne pas laisser le premier rôle au ministère de la Défense. L'Intérieur a donc militarisé sa garde nationale au début de la guerre pour former, à partir de ses effectifs et des milices de 2014, des brigades de sécurité urbaine. Les brigades de garde nationale, a priori sept actuellement, agissent fondamentalement comme des brigades territoriales mais plutôt dans un cadre urbain. On les considérera comme des BT par la suite.

Le ministère de l'Intérieur a voulu avoir aussi sa force de manœuvre. Il disposait au début de la guerre de la 4e brigade de réaction rapide, classée BMe, et il s'efforce depuis le début de l'année 2023 de former une Garde offensive à partir de brigades de garde nationale et de milices importantes, comme Azov, transformées en brigades d'assaut. Ce sont des brigades BMo à trois bataillons d'infanterie (parfois quatre) le plus souvent renforcées d'une compagnie de chars de bataille et des appuis normaux d'une brigade de manœuvre de l'armée.

Au bilan, toutes forces réunies les forces terrestres ukrainiennes devraient donc disposer actuellement de 106 à 111 brigades de combat en ligne ou en formation. Où sont-elles ?

Géographie de la force

La première zone de déploiement est constituée par les 7 secteurs actuellement inactifs ou peu actifs qu'il faut couvrir et surveiller : la frontière ouest avec la Biélorussie, le secteur de Kiev, Soumy et de Kharkiv sur la frontière russe, la zone de Kherson, la côte de la mer Noire et enfin la Transnistrie. Sur le site MilitaryLand.net, sans compter les bataillons indépendants toute cette zone de surveillance considérable est tenue par un total de 26 brigades dont 18 territoriales et cinq de Garde nationale. On ne compte donc parmi elles que deux BMe et une BMo, peut-être d'ailleurs aussi en repos/reconstitution. C'est très peu au regard de l'ampleur des zones à surveiller, ce qui témoigne de la confiance dans les obstacles naturels (le Dniepr, les marais du Pripet, la zone forestière au nord de Kiev, la dangerosité de la côte de la mer Noire) et dans les renseignements disponibles sur la menace russe réelle en Biélorussie ou dans les régions de Kursk et Voronej. Malgré toutes les communications et alertes, l'Ukraine ne craint pas visiblement pour l'instant d'offensive russe par ces régions et n'a pas l'intention non plus d'envahir la Transnistrie. Seule compte vraiment la ligne de front.

Cette grande ligne de front, depuis la frontière russe au nord la province de Louhansk jusqu'au Dniepr dans la province de Zaporijjia, peut être partagée en cinq secteurs de l'échelon corps d'armée/armée : Louhansk, la poche de Siversk, Bakhmut, Donetsk et Zaporijjia. On peut distinguer ces secteurs par la densité et la composition des forces déployées, entre secteurs prioritaires (forte densité, présence importante de BB et BMe) et secondaires (faible densité, forte proportion de BT). La présence de bataillons autonomes, qu'il est toujours compliqué de coordonner dans les opérations offensives, est



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

également un indice de zone défensive. Il est intéressant de voir également la position des brigades entre la première ligne et l'arrière immédiat (quelques dizaines de kilomètres). Dans une posture générale défensive, une forte présence arrière avec des BB et BMe est l'indice d'une certaine inquiétude quant à la possibilité d'une percée ennemie. Leur rareté est au contraire un signe de confiance.

On peut identifier au total 59 brigades sur le front, placées et organisées en symétrie de l'offensive russe. On trouve ainsi une très forte densité de forces dans la province de Donetsk avec 42 brigades et évidemment en premier lieu dans le secteur de Bakhmut. De la route M03 au nord de Bakhmut jusqu'à Kurdiuvivka au sud, on trouve 14 brigades sur peut-être une quarantaine de kilomètres, renforcées par ailleurs de 5 à 6 bataillons détachés d'autres brigades ou autonomes. Sur le flanc nord du secteur nord de Bakhmut, on trouve neuf autres brigades jusqu'aux abords de Lysychansk, perdue début juillet, et sur le flanc sud jusqu'à Vuhledar, les Ukrainiens ont encore 14 brigades face à une forte pression russe. En position arrière de toute cette zone prioritaire, on trouve une petite réserve de cinq brigades.

Cette force principale est non seulement dense mais aussi puissante. On y trouve les trois BB les plus puissantes (4e, 17e et 1ère) ainsi que le 12e bataillon indépendant, en général placés un peu en arrière en réserve d'intervention. La ligne est aussi tenue par 12 BMe, dont la 4e de réaction rapide de la Garde offensive, et 18 BMo, dont deux d'infanterie de marine transférées depuis Kherson et cinq de la Garde offensive. Le ministère de l'Intérieur veut visiblement « en être », même s'il ne commande pas opérationnellement ces unités. L'ensemble représente presque l'équivalent de toute la force de manœuvre ukrainienne au début de la guerre concentrée dans la seule province de Donetsk. On trouve également neuf brigades territoriales et de garde nationale (dont la brigade présidentielle, difficile à classer), plutôt dans les zones arrière à défendre (Siversk, Kramatorsk, Lyman, Sloviansk) mais parfois aussi en première ligne. On trouve également six brigades d'artillerie pour les appuyer, dont quatre à proximité de la poche de Bakhmut et deux près de Vuhledar (dont la 55e équipée de canons Caesar).

De part et d'autre de cette zone centrale prioritaire, on trouve deux secteurs secondaires. Le premier est au nord, dans la province de Louhansk avec seulement neuf brigades déployées sur une centaine de kilomètres, dont la 3e BB près de la frontière russe, six BMe ou Bmo dont deux de la Garde offensive et deux BT. L'ensemble, très actif côté ukrainien jusqu'à la fin de l'année 2022 est donc maintenant plutôt délaissé, les Ukrainiens se contentant surtout de protéger Koupiansk et de couvrir les sorties sud de Kreminna. Le second secteur « calme » est au sud dans la province de Zaporijia, de Vuhledar (exclue) jusqu'au Dniepr. C'est de loin le secteur le moins dense avec huit brigades seulement dont cinq BT et 3 de manœuvre (mécanisée, assaut, montagne) entre Orikhiv et le Dniepr, ce qui indique, il est vrai, un certain d'intérêt pour cette zone au sud de la grande ville de Zaporijia. La 44e brigade d'artillerie appuie le secteur.

Au bilan, l'Ukraine a donc concentré sur le front la très grande majorité de ses brigades de manœuvre opérationnelles renforcées de quelques BT. Pour autant, à l'exception de la région de Bakhmut, la densité des forces est plutôt faible. Beaucoup de brigades ukrainiennes ont ainsi plus de 10 km de front à défendre. Les réserves sont également très réduites. Cela indique une certaine confiance des Ukrainiens dans leur capacité à résister à l'offensive russe sur la première ligne sans crainte d'être



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

percé. De fait, le bilan des engagements depuis le mois de janvier leur donne raison. Cette faible densité et les réserves très réduites à l'arrière n'autorisent en revanche aucune opération offensive d'ampleur, mais seulement des attaques locales destinées à repousser un peu la ligne ennemie. Pour percer le front quelque part, il faudra obligatoirement faire venir au moins dix brigades de manœuvre de la grande zone arrière à l'intérieur du territoire ukrainien.

Cette grande zone arrière devrait donc abriter les 21 à 26 brigades qui manquent dans le décompte, ce qui correspond à peu près aux brigades qui devraient être en formation plus quelques unités au repos/reconstitution. C'est un grand archipel de garnisons et de centres de formation à l'abri des coups. On peut y distinguer trois groupements. Le premier est sur la rive gauche du Dniepr, immédiatement au nord de Dnipro. Il réunit six BMe et une BMo (chasseurs). Ce sont presque toutes des unités de formation récente. La 46e brigade mécanisée est la première formée avec des équipements occidentaux, sans doute en novembre 2022. Il est intéressant de noter qu'elle était alors près de Kharkiv et qu'elle a été transférée plus au sud, et notamment près de la route E50, axe principal vers le Donbass. Toutes les autres brigades, sauf la 60e BMe qui est peut-être une BMo transformée, ont été créées en janvier ou février 2023 et elles ne sont donc sans doute pas encore complètement opérationnelles.

Le deuxième groupement est au sud de Dnipro. Il comprend également six brigades, cinq mécanisées et une d'assaut aérien, mais seule la 63e brigade mécanisée est ancienne. Toutes les autres datent de début 2023 et même de mars 2023 dans le cas de la 82e d'assaut aérien. On peut y rattacher la mystérieuse 5e brigade blindée apparemment déployée à Kryvyi Rih et dont on disait qu'elle était équipée de T-72 polonais et les YPR-765 PAC néerlandais. Placées autour des axes E50 et H11, toutes ces brigades peuvent franchir rapidement le Dniepr à Dnipro et rejoindre le Donbass.

Le troisième groupement est plus lointain, entre Mykolaev et Odessa. Il comprend cinq brigades, trois mécanisées et deux d'infanterie de marine, toutes formées en 2023. On y trouve notamment la 41e mécanisée, très récemment formée et normalement équipée de véhicules occidentaux.

Au total, on compte donc 19 brigades de manœuvre dans cette zone arrière. Restent deux à sept brigades non identifiées. On ne trouve pas par exemple la 11e brigade motorisée et la brigade de fusiliers de l'air en formation, ni surtout la future « brigade Léopard ».

Le cœur de l'armée bouge

L'Ukraine effectue donc un effort considérable de formation de nouvelles unités. Pour cela, il faut d'abord des hommes. Il en faut déjà peut-être 15 à 20 000 par mois pour combler les pertes dans les brigades déjà existantes. Constituer les nouvelles brigades de manœuvre depuis novembre, mais aussi renforcer toutes les autres composantes des forces armées en a demandé au moins 70 000 de plus. Pour faire face à tous ces besoins, il a fallu sans aucun doute puiser dans les brigades territoriales, les milices, la police nationale ou les gardes-frontières. Le flux de volontaires civils commençant à se tarir, il a fallu aussi appeler autoritairement plus d'hommes sous les drapeaux, par exemple 30 000 hommes pour le seul mois de janvier. Cela ne manque de susciter quelques grincements et un phénomène montant d'esquives au service, facilité par la corruption endémique. Beaucoup des soldats de ces nouvelles brigades ont été formés par les Occidentaux, en particulier au



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35

Royaume-Uni. La majorité l'a été et l'est encore en Ukraine même. La principale inconnue humaine est plutôt celle de l'encadrement. Reste-t-il assez d'officiers et de sous-officiers en Ukraine pour occuper les 5 ou 6 000 postes d'encadrement des nouvelles brigades ? Peut-on considérer qu'une année de guerre a formé au feu une génération nouvelle de cadres ? Les écoles de cadres sont-elles suffisantes ? On ne sait pas trop.

Les ressources humaines sont tendues, mais les vrais facteurs limitants sont l'équipement lourd et la logistique qui va avec. Pour équiper ou rééquiper toutes les brigades dans la grande zone arrière, sans parler donc du recomplètement des brigades engagées au front, il faut au moins 400 chars de bataille, 2 000 véhicules blindés d'infanterie et 350 pièces d'artillerie, et des dizaines de milliers de tonnes de munitions ou de carburant. Cela dépasse tout ce que les Occidentaux peuvent fournir. Il faut donc épuiser les stocks et récupérer tout ce qu'il est possible de prendre aux Russes. Tout cela demande du temps pour être acheminé et réuni. Il n'est surtout pas évident qu'il soit possible de faire un effort aussi important une nouvelle fois, au moins jusqu'à ce que les chaînes de production fonctionnent à plein régime en Europe et aux États-Unis.

Mais ce n'est pas tout, il faut aussi travailler pour faire de cet assemblage de ressources des unités militaires cohérentes capables de mener des opérations offensives, les plus complexes. Pour cela, il faut autant d'états-majors que de brigades, mais aussi pour coiffer ces brigades, des états-majors de divisions, selon l'organisation occidentale, ou de corps d'armée/armée, à la manière russe. Il semble que la formation de ces grandes unités ait été décidée. On se demande d'ailleurs pourquoi cela n'a été fait plus tôt afin de gérer plus rationnellement ce capharnaüm d'unités différentes aux équipements les plus variés. Il faudrait cependant que l'armée ukrainienne forme une vingtaine de divisions pour simplement encadrer la force de manœuvre. Tout cela ne s'improvise pas. Il faut des milliers d'officiers formés au travail d'état-major et toute la structure technique de commandement et de circulation de l'information correspondante. C'est un nouveau chantier énorme.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, il fallait environ dix mois pour former une division de l'état-major jusqu'au dernier groupe de combat d'infanterie, et six mois pour une brigade. Les brigades ukrainiennes sont petites. On espère faire ça en quatre mois en Ukraine. C'est court, mais faisable avec beaucoup de motivation et en allant à l'essentiel. Avec quelques états-majors de division formés, on peut considérer que tout cet effort peut commencer à porter ses fruits en avril. Les Ukrainiens auront alors peut-être de quoi constituer une première masse de manœuvre d'une dizaine de brigades leur permettant déjà de mener une offensive de grande ampleur et ils devraient doubler cette capacité en mai, le moment où la météo sera également la plus favorable.

Le défi suivant sera celui de la reconfiguration de l'ordre de bataille afin de passer d'une posture générale défensive à une posture offensive. Comme il est préférable, pour mieux assurer le succès, d'utiliser les meilleures brigades et donc les plus expérimentées en fer de lance, on assistera peut-être d'abord à une relève sur le front d'anciens par les nouveaux. Puis il faudra densifier les brigades de première ligne dans le secteur choisie pour l'offensive (on considérera que les Ukrainiens agiront par offensives successives et non simultanées comme les Russes). Ce ne signifiera pas simplement ajouter plus de brigades de manœuvre mais aussi renforcer ces brigades, en particulier des moyens de génie. Le génie dit d'« assaut » avec ses engins de franchissement d'obstacles, des coupures de



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36

tranchées aux champs de mines en passant par les cours d'eau, et de réduction des zones très fortifiées est plus que jamais indispensable à la réussite de la phase 1 de l'offensive : la prise des positions retranchées ennemies. On l'évoque beaucoup moins que les chars de bataille mais dans une guerre de position, ces moyens sont au moins aussi importants. Or, les États-Unis ont, à la demande des Ukrainiens, apporté une aide particulière dans ce domaine depuis la fin de 2022. Au lieu d'une compagnie, on devrait donc voir fleurir des bataillons de génie dans les brigades, et peut-être même des « bataillons de brèche » génie-infanterie, au moins dans les zones d'attaque.

Il faudra aussi réunir sur la rocade arrière à un carrefour d'axes qui permette de rejoindre rapidement plusieurs points du front, les brigades chargées de l'exploitation de l'assaut initial si une percée a pu être obtenue. À défaut, ces brigades pourront renforcer ou relever celles de première ligne afin d'effectuer une « double poussée » jusqu'à faire craquer l'ennemi. Il faut aussi placer au bon endroit les brigades d'artillerie et leurs axes logistiques afin de préparer les frappes brèves mais massives de neutralisation ou d'interdiction. Il est probable que les Ukrainiens ont prévu également un plan de freinage des forces de réserve russes en arrière du secteur attaqué. Cela passe, plutôt dans la province de Zaporijia, par l'action de sabotage de partisans, peut-être aidés de commandos infiltrés via le Dniepr et des frappes dans la profondeur à l'aide des forces aériennes ou surtout des lance-roquettes multiples avec les nouvelles munitions guidées fournies par les Américains. Cette campagne de sabotages et de frappes dans la profondeur peut commencer des semaines avant l'offensive, mais elle devra s'effectuer un peu partout pour ne pas donner d'indices sur les intentions ukrainiennes.

La principale difficulté sera en effet de masquer ces préparatifs aux nombreux capteurs ennemis : agents infiltrés, écoutes, drones, satellites. Après plus d'un an de guerre, les Ukrainiens sont désormais bien rodés à cet exercice : déplacement hors des vues satellitaire (dont les survols sont annoncés par les Américains) et de nuit, discipline radio, camouflage. Mais comme il est pratiquement impossible de tout masquer, il faudra également inclure des feintes et des mouvements trompeurs. Plusieurs bases de départ possibles sur la rocade de Zaporijia à Koupjansk faisant face à autant d'axes d'attaque possible (le long du Dniepr, Orikhiv vers Tokmak, sud de Vuhledar, nord et/ou sud Bakhmut, Lysychansk, Kreminna ou Svatove) devront sans doute être occupées en même temps.

On le voit, tout le travail nécessaire pour recroiser les courbes d'intensité stratégiques de Svetchine, en clair être plus fort que les Russes et reprendre l'initiative des opérations, est considérable. Beaucoup a été fait par les Ukrainiens et les choses peuvent s'accélérer à partir de maintenant.

lavoiedelepee.blogspot.com

Boussole et concept : les deux documents stratégiques de l'Union et de l'OTAN voient-ils assez loin ?

r. 5 avr. à 09:36

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, depuis le 24 février 2022, a provoqué un sursaut louable et célébré en Occident. D'un côté, elle offre une justification à l'OTAN après les critiques d'obsolescence, voire de mort cérébrale, et le sentiment généralisé de fatigue opérationnelle suite à l'échec afghan.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 37

De l'autre, après des années de balbutiements dans le domaine de la défense, elle semble avoir provoqué un sursaut géopolitique européen. L'Union européenne et l'OTAN ont publié leur nouveau document de portée stratégique, la boussole pour les Européens, le concept pour les Otaniens. L'Union ne s'essaie à l'exercice que depuis 2003, et même si l'OTAN en publie depuis sa création, il était quand même grand temps que la réflexion stratégique ressurgisse en Occident. On peut cependant se poser la question de la réelle portée de ces documents : celui de l'OTAN est le fruit d'une réflexion lancée depuis les échelons militaires de l'organisation, et lui fournit un chapeau politique pour traiter la menace immédiate sans réellement élaborer sur la suite. Il nécessitera donc une révision à l'issue du conflit ; celui de l'Union se cantonne à des généralités et court le risque d'être éclipsé par la guerre en Ukraine, et avec lui l'idée d'autonomie stratégique européenne qui a besoin d'une impulsion pertinente, crédible et audible dans le contexte actuel.

Le concept stratégique de l'OTAN, un document de transition Le concept stratégique de l'OTAN a été engendré dans la douleur, après de nombreuses hésitations : on savait celui de 2010 dépassé, mais on estimait qu'il couvrait les missions principales, et surtout on craignait que les Alliés n'arriveraient jamais à produire un document consensuel compte tenu des tensions internes. Il aura fallu le constat de mort cérébrale prononcé par le président Macron, ainsi que les lourdes réserves émises par le président Trump quant à la validité de l'Article 5 et à la pérennité du soutien américain pour redémarrer une réflexion pilotée par le Secrétaire général, et qu'il voulait très ambitieuse en matière de prospective stratégique.

Mais c'est vraiment la montée progressive de la menace russe, avec l'annexion illégale de la Crimée, les déploiements de force, la mise en service de missiles de nouvelle génération, ou encore les attaques cyber ou les ingérences dans les processus électoraux, qui forcent l'Alliance à réfléchir à un nouveau concept, via le rapport NATO 2030, publié en 2020. L'invasion russe du 24 février 2022 conforte l'OTAN dans son changement de posture et marque évidemment fortement le concept publié en juillet 2022. Celui-ci a le mérite de recentrer toute l'attention sur la menace immédiate qu'on avait fait semblant d'ignorer ou de minimiser : « ...la raison d'être de l'OTAN est d'assurer notre défense collective ». Dans la droite ligne des communiqués des sommets de l'OTAN depuis 2019, il refocalise ainsi l'attention sur la menace existentielle pour les Alliés de l'Est européen, une Russie impérialiste qui cherche à reconquérir sa sphère d'influence.

Même si le document définit trois tâches fondamentales, « la dissuasion et la défense, la prévention et la gestion des crises, et la sécurité coopérative », on sent bien que c'est la première qui tient le haut du pavé. Le concept stratégique, en tant que clef de voûte politique de la toute nouvelle famille de plans militaires de défense, fixe le cadre dans lequel ces plans devront être développés et soutenus par les Alliés, en matière de forces, de finances et d'autres ressources, et se traduit par des actions sur le terrain. La prévention et la gestion de crise sont abordées de manière plus générale : « nous ferons davantage pour anticiper et prévenir les crises et les conflits » principalement en tirant les leçons de l'engagement afghan et en aidant les partenaires à développer leurs capacités de lutte contre le terrorisme et contre les « ingérences malveillantes ». Par contre, même si le document évoque la nécessité de « pouvoir lancer et soutenir dans la durée des opérations militaires et civiles de gestion de crise, de stabilisation ou de lutte contre le terrorisme », il ne s'attarde pas sur les mesures de détail.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 38

Enfin, la sécurité coopérative, donc les partenariats, insiste sur la coopération OTAN-UE en rappelant toutefois « l'intérêt d'une défense européenne plus forte », mais qui doit contribuer « réellement à la sécurité transatlantique » et compléter l'action de l'OTAN en étant totalement interopérable. Il s'agit aussi de soutenir les partenaires des régions où s'exerce l'influence russe, des Balkans à la mer Noire, ce qui contribue directement aussi à la tâche de dissuasion et défense.

Le concept stratégique est donc un document d'attente qui pare au plus pressé, mais qui n'offre pas de vision stratégique sur les autres questions, contrairement à ce que souhaitait le Secrétaire général. Le document devra être révisé à l'issue du conflit en Ukraine et se pencher davantage sur les autres défis, dont la question de l'attitude à adopter envers la Chine, qui est loin de faire l'unanimité chez les Alliés. Le concept décrit une Chine qui « affiche des ambitions et mène des politiques coercitives qui sont contraires à nos intérêts, à notre sécurité et à nos valeurs », mais on ne sait pas très bien ce que l'OTAN répondra au-delà du fait qu'elle « attache de l'importance à l'Indopacifique, car l'évolution de la situation dans cette partie du monde est susceptible d'avoir des incidences directes sur la sécurité euro-atlantique ».

La boussole stratégique européenne, un document d'incantations La boussole stratégique ambitionne un réveil de la défense européenne en soulignant que « l'Union européenne est plus unie que jamais. Nous sommes résolus à défendre l'ordre de sécurité européen ». Le document définit ensuite les quatre axes selon lesquels cette prise de conscience géopolitique devra se déployer : il s'agit d'agir en renforçant les missions civiles et militaires, de mettre sur pied une capacité de déploiement rapide de 5000 troupes et de consolider les structures de commandement ; il s'agit aussi d'assurer la sécurité en faisant un effort sur le renseignement et la cyber défense ; pour cela il faudra investir en dépensant plus et mieux, en trouvant des solutions communes pour les moyens stratégiques ; enfin, il faudra travailler en partenariat.

Mais le document reste largement cantonné dans le processus plutôt que dans une définition claire des actions concrètes à mener : il s'agit « d'évaluer l'environnement », de donner « davantage de cohérence et une motivation commune », de « définir de nouvelles façons et de nouveaux moyens » et de « fixer des objectifs et des étapes ». On reste donc largement dans le domaine du théorique, voire de l'incantatoire : « avec nos missions et nos opérations de gestion de crise menées sur trois continents, nous avons montré que nous sommes prêts à prendre des risques pour la paix et à assumer nos responsabilités pour la sécurité mondiale ». Un tel satisfecit mérite toutefois quelques nuances : les dernières « grandes » opérations européennes en Afrique remontent à une dizaine d'années : Artémis en RDC (2003), EUFOR Congo (2006), EUFOR Tchad-RCA (2008-2009), EUFOR RCA (2014-2015). Il y a certes l'opération ALTHEA en Bosnie, mais elle est loin d'avoir le volume et la participation requise pour effectivement éteindre toute velléité d'indépendance serbe alimentée par Moscou. Quant aux missions maritimes, ATALANTA remplit sa fonction de lutte contre la piraterie, mais est-ce vraiment la menace principale ? Quant à IRINI, censée faire appliquer l'embargo sur les armes au large de la Libye, elle se heurte en permanence au refus de la Turquie de laisser inspecter les bâtiments battant pavillon turc. Les seules autres missions à caractère militaire sont actuellement les missions d'entraînement EUTM (European Union Training Mission) au Mali, en République centrafricaine et en Somalie et on ne peut pas vraiment dire qu'elles aient été couronnées de succès.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 39

Si quelques dizaines d'instructeurs, engagés dans des missions qui n'ont aucune cohérence entre elles, sont le niveau maximum que l'Union européenne peut engager pour « assumer ses responsabilités pour la sécurité mondiale », on voit bien que son niveau d'ambition est extrêmement faible par rapport à sa puissance économique.

Certes, le Haut Représentant Borrell se fait le chantre de la création de cette force d'intervention de 5 000 troupes, une force « modulaire » aux « capacités et forces militaires pré-identifiées », qui « devrait déboucher sur un instrument plus solide et plus flexible » que les Groupements tactiques existants. Mais quelle crédibilité accorder à cette nouvelle idée de forces en attente, quand on connaît l'incapacité à utiliser les deux malheureux groupements tactiques maintenus en réserve depuis des années, mais jamais déployés ? Et que dire de son volume : 5000, pour faire face à tout l'éventail des menaces identifiées, est-ce vraiment là le niveau de l'ambition pour l'Union ? On peut donc avoir des doutes raisonnables sur la crédibilité de ce réservoir de force, d'autant plus qu'au même moment l'OTAN demande à renforcer la présence sur le flanc est, tout en augmentant la réactivité des troupes des Alliés, qui seront à présent « abonnées » à un plan de défense régional, donc une zone géographique déterminée, pour une mission concrète. Comment alors pouvoir mettre des forces dans un pot commun qui ne servirait pas directement aux plans otaniens ?

Poutine a-t-il tué l'idée d'une autonomie stratégique européenne ?

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a provoqué un tel recentrage sur l'OTAN que les Alliés du sud, même s'ils continuent d'insister sur la nécessité d'une Alliance qui agit à 360°, font profil bas. Dans ce contexte, la volonté française de faire exister l'Europe de la défense est-elle encore audible ? Si les États-Unis soutiennent un renforcement des capacités européennes, ils veulent qu'elles servent en priorité à faire face à la menace russe sans leur aide, ou avec une aide minimale, pour leur permettre de se concentrer sur leur souci principal, la Chine. Les Américains veulent bien épauler, mais ne souhaitent plus porter tout le fardeau comme par le passé. De ce fait, ils jugeraient comme une dispersion des efforts toute velléité de renforcer le « pilier » européen sur des missions qui ne seraient pas celles de l'Alliance. Une affirmation géopolitique européenne en dehors du cadre atlantique serait aujourd'hui considérée comme suspecte. Maintenant que toute l'attention se tourne vers le flanc est, et que la priorité américaine est la Chine, la lutte contre le terrorisme passe largement au second plan.

Or, qui dit terrorisme, dit flanc sud, du fait de l'instabilité politique, du naufrage économique et social, des trafics de toutes sortes, et de la mauvaise gouvernance. Être vigilant envers cette zone d'instabilité demeure judicieux, et de plus en plus nécessaire pour les Européens, car ce n'est pas un problème américain. Mais le flanc sud ne semble plus être à la portée des Européens depuis l'entrée en lice des mercenaires russes et le développement des ambitions turques, l'évincement des Français du Mali, de RCA et du Burkina Faso, et une Union européenne timorée qui s'autolimites dans son engagement dans la zone, avec en toile de fond des conflits que même l'ONU s'avère incapable de régler. L'intervention au Sahel, initialement française, mais pour laquelle la France a dépensé des trésors de persuasion pour y engager l'Union et les États membres, prend des allures de débâcle diplomatique et politique et il y a fort à parier que même la présence des EUTM pourrait être remise en cause sous la pression des juntes soutenues par Moscou. La peur d'une escalade avec Moscou, si elle est justifiée dans le conflit ukrainien, ne l'est pas en Afrique : au contraire, en allant à la confrontation avec les mercenaires russes, l'Europe pourrait envoyer un message de fermeté à la Russie et contrer sa



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 40

stratégie indirecte. Mais pour cela, elle a besoin d'une vision et de volonté, qui lui font toutes deux cruellement défaut.

Sans aller jusqu'au Sahel, le flanc sud de l'Europe est déjà menacé dans les Balkans, où l'ingérence russe est de moins en moins discrète. Moscou n'hésite pas à souffler sur les braises du nationalisme serbe, au risque d'enflammer à nouveau une région qui demeure très fragile et la Russie cherche à étendre son influence néfaste même dans des pays membres de l'OTAN comme le Monténégro ou la Macédoine du Nord. Or, le bâton de l'Union européenne, à savoir l'opération Althéa et son mandat exécutif, ne semble plus dissuader les velléités d'indépendance de la république serbe de Bosnie. Et la carotte d'une hypothétique intégration au sein de l'Union a perdu beaucoup de sa crédibilité, l'absence d'avancée concrète ne pouvant que démotiver les acteurs locaux favorables à cette intégration. C'est d'autant plus vrai quand le statut de candidat est à présent octroyé à l'Ukraine – en guerre ouverte – ou à la Moldavie paralysée par un conflit gelé. Il semble toutefois que l'Union européenne ait enfin réalisé qu'une absence de progrès dans les discussions d'intégration des Balkans occidentaux faisait le jeu de la Russie et risquait de déstabiliser toute l'Europe.

À la lumière de ce constat, quel espace de manœuvre reste-t-il à la défense européenne en dehors de la défense de l'Europe ? Déjà avant l'invasion de l'Ukraine, la France avait du mal à convaincre ses alliés de suivre la voie de l'autonomie stratégique. Maintenant que le caractère indispensable du soutien américain est encore plus clairement démontré que par le passé, il devient encore plus difficile de les amener à penser en dehors du cadre OTAN. Tous les anciens pays du Pacte de Varsovie, mais aussi l'Allemagne ou le Royaume-Uni n'envisagent la défense qu'à travers ce prisme, sans parler des Scandinaves qui vont peser d'un poids encore plus lourd dans la balance de l'Alliance quand la Suède et la Finlande l'auront rejointe. Quant aux nations du sud, leur influence s'amointrit. Si en Espagne la menace émanant du Sahel est bien comprise, le pays dispose de moyens très limités. L'Italie est principalement inquiète des flux migratoires transméditerranéens et est surtout intéressée par une stabilisation de la Libye. La Grèce a amélioré ses capacités militaires de manière significative depuis quelques années, mais son problème reste essentiellement la Turquie. Quant aux alliés balkaniques, leurs moyens limités ne feront pas la différence.

On peut donc malheureusement en conclure que l'invasion russe de l'Ukraine pourrait bien figer le processus d'évolution de la pensée stratégique européenne. Celle-ci avait été impulsée par la France, au travers de l'engagement européen au Sahel – dont on sait ce qu'il devient – mais aussi par l'initiative européenne d'intervention, ou la coopération structurée permanente qui devait permettre aux nations volontaires d'aller de l'avant sans avoir à susciter l'adhésion de tous les États membres, mais qui aboutit au résultat inverse en se voulant « inclusive et modulaire ».

Le recentrage vers la défense collective est incontournable, et absolument indispensable pour constituer – ou reconstituer – des capacités militaires européennes crédibles et efficaces. Lorsque la défense de l'Europe sera remise en ordre, ces capacités pourront alors aussi servir à défendre ailleurs des intérêts qui seraient – et sont déjà – menacés par des concurrents chinois ou russes. Mais convaincre les Européens qu'il faut consentir cet effort de réflexion stratégique et de compréhension géopolitique ne marche pas, malgré les efforts français.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 41

Capitaliser sur la prise de conscience européenne En effet, la France est une force de proposition en matière de défense européenne, même si elle éprouve de grandes difficultés à fédérer les Européens autour de ses positions et à impulser un élan durable. Elle s'appuie certes sur de solides atouts pour justifier de ce leadership : puissance nucléaire, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, deuxième domaine maritime mondial, deuxième réseau diplomatique, des armées qui ont l'expérience du combat, autant d'atouts qui lui confèrent une stature dépassant son statut de puissance moyenne. Du moins était-ce vrai au sein de l'ordre international hérité de la Seconde Guerre mondiale. Mais à présent que cet ordre est contesté et battu en brèche par la Russie, la Chine et d'autres, ces atouts sont-ils encore suffisants ?

Dans cette crise majeure que connaît l'Europe, la dissuasion nucléaire reste la garantie absolue, mais on parle ici du parapluie américain, pas d'une dissuasion française élargie à laquelle aucun Européen ne croit. Pour demeurer cette garantie ultime, la dissuasion nucléaire doit être accompagnée de forces conventionnelles crédibles, nombreuses, équipées et entraînées, afin d'éviter de se retrouver enfermé dans une logique du tout ou rien et être à la merci d'un chantage à l'escalade. Comme le montre sa loi de programmation militaire, la France consent cet effort de remontée en puissance, et la menace russe semble aussi pousser le reste des Européens dans la même direction. Mais les contraintes budgétaires dans un contexte d'inflation galopante pourraient limiter ces efforts et les capacités acquises pourraient n'être destinées qu'au flanc est. Or, même pour l'OTAN, la prévention et la gestion de crise restent une mission essentielle, et pour l'Union c'est sans doute le seul créneau actuel pour la défense européenne. L'un de ses champs d'application est le flanc sud, et il faut donc conserver la capacité à y intervenir. L'Union européenne dispose d'outils pour contrer la pénétration commerciale chinoise, en matière de financement des projets et d'une capacité à couvrir les secteurs de la gouvernance, de l'État de droit ou du développement. Mais elle doit aussi posséder un bras armé pour s'opposer aux mercenaires à la solde de Moscou et contrer ainsi la stratégie indirecte de Poutine. L'exemple de l'utilisation de la Facilité pour la paix est un bon début et permet à l'Union d'être présente dans le conflit ukrainien autrement que par la seule logique des sanctions, ou l'aide économique aux réfugiés, mais en finançant aussi la fourniture d'armement ou l'entraînement des soldats. Le mécanisme est également prévu pour l'Afrique – en fait c'était sa première destination avant la guerre en Ukraine – et doit accompagner une action plus globale dans les domaines de la gouvernance, de l'infrastructure, du développement. C'est à ce prix que l'Europe resterait crédible en Afrique, et donnerait aux partenaires africains le choix entre plusieurs alternatives, choix qu'ils ne veulent plus faire aujourd'hui dans le contexte de multipolarisation qui se dessine devant nous.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies est paralysé par les vetos russe et chinois et ce n'est pas lui qui résoudra la crise en Europe. Bien au contraire, cette incapacité à agir dans le cadre de la guerre en Ukraine pourrait même déborder sur d'autres zones de crises où l'ONU déploie des troupes, en empêchant le renouvellement de leurs mandats. Si la Chine n'a pas intérêt à une déstabilisation de l'Afrique compte tenu des investissements qu'elle y a consentis, même s'ils ne donnent pas forcément le rendement escompté, ce n'est pas forcément le cas de la Russie qui peut se servir de cette déstabilisation comme stratégie indirecte vis-à-vis de l'Occident. Là encore, l'Europe doit pouvoir contrer ces menaces, sans uniquement compter sur la diplomatie ou les sanctions économiques, en dépit de signaux encourageants.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 42

Conclusion

La guerre en Ukraine a au moins le mérite de clarifier la situation. Avant l'invasion, le doute pouvait subsister quant à la menace que la Russie représentait réellement : omniprésente et palpable pour les pays de l'Est européen, théorique et contestable pour ceux de l'Ouest européen. À présent, tout le monde ne peut que reconnaître le danger représenté par la Russie. Il faut donc diriger tous les efforts à l'endigement et à la disparition de cette menace, et cela passe obligatoirement non seulement par un renforcement de la présence avancée sur les marches orientales, mais aussi par une permanence de cette présence et l'existence de renforts crédibles et disponibles, en termes d'effectifs, d'unités, de moyens de commandement et de logistique. La coordination et le commandement de tels volumes ne peuvent incomber qu'à l'OTAN. L'Union européenne avec ses embryons d'états-majors ne peut en aucun cas assumer cette tâche. On doit donc accepter une relation de soutenu-soutenant, dans laquelle l'Union soutient l'OTAN en matière de développement des infrastructures, de mobilité terrestre, d'accès aux capacités spatiales, et aussi d'assistance financière à l'Ukraine. Dans ce cadre, le concept stratégique de l'OTAN de 2022 remplit son office puisqu'il fournit un chapeau politique à la refonte des plans de défense. Cependant, l'OTAN doit regarder au-delà de la menace immédiate russe et déterminer quelles doivent être sa posture et son ambition face à la Chine. Il est peu probable que ce défi devienne une menace sécuritaire pour l'Alliance et sa réponse ne devrait donc pas être de nature militaire, mais dans tous les cas sa posture politique devrait être clarifiée, et harmonisée avec celle de l'Union.

Quant à la boussole européenne, ce document doit impérativement donner une définition claire de ce que l'Union veut accomplir dans les zones où ses intérêts pourraient être ou sont déjà menacés. Il s'agit de fixer des objectifs concrets et quantifiables pour l'engagement de cette fameuse force en attente de 5 000 soldats : pour faire quoi, à quel endroit, avec quel objectif, et définir des scénarios d'engagement plus précis qui permettent aux États membres de réellement comprendre à quoi ils souscrivent en mettant des forces dans ce réservoir. La boussole définit les menaces, il s'agit maintenant de savoir où on veut les contrer et quels sont les moyens qui seraient nécessaires à cette fin. L'avantage supplémentaire d'une description des scénarios d'engagement serait de démontrer qu'il n'y a pas duplication avec l'OTAN puisque les zones d'engagement ne seront pas les mêmes, mais, qu'au contraire, il y aura complémentarité, car ces scénarios traiteraient les stratégies indirectes de nos adversaires. Les détails ne pourront évidemment pas être rendus publics, mais c'est aussi le cas pour l'OTAN dont la déclinaison du concept en termes militaires reste classifiée, mais permet tout le travail de planification qui fait défaut à l'Union. Faute de cet exercice, l'ambition d'un renforcement de la défense européenne pourrait bien être étouffée par l'OTAN, par la captation des ressources, mais aussi par le monopole de la réflexion stratégique. Or, dans les deux cas, l'OTAN va se focaliser sur la menace que représente la Russie pour le territoire de l'Alliance, mais n'aura pas les moyens de s'investir à la hauteur requise sur son flanc sud, d'autant moins si les ressources américaines sont redirigées vers l'Indopacifique. Pourtant ce flanc sud de l'Alliance est aussi celui de l'Union, et doit donc intéresser les Européens au moins autant que le flanc est. Il n'est pas concevable que la pensée stratégique européenne se cantonne dans le débat sur la livraison d'armes à l'Ukraine. La France a certainement un rôle à jouer dans le maintien de cette conscience géopolitique européenne, qu'elle a contribué à éveiller. Mais le centre de gravité européen bascule vers l'Est à la faveur de la guerre : la Pologne devient le principal pays d'accueil des réfugiés ukrainiens et en même temps la plaque tournante pour la livraison des armes occidentales, alors que la prééminence économique allemande



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 43

est mise à mal par sa dépendance exagérée aux hydrocarbures russes et au commerce chinois, tandis que la France subit des revers diplomatiques en Afrique.

Ainsi, pour continuer à peser dans le débat la France doit démontrer une participation sans réserve, ni arrière-pensée, à l'OTAN, et cesser d'entretenir – volontairement ou non – le fantasme d'une défense européenne indépendante des États-Unis. Sa prise de responsabilité d'un bataillon en Roumanie semble démontrer que c'est le cas. C'est à cette condition que les Européens accepteront mieux une forme de leadership français, en tant que force de proposition et de stimulation pour la défense européenne, et qu'ils comprendront que toutes les crises ne peuvent pas – et ne doivent pas – être réglées par les Américains, car eux aussi disposent de ressources limitées, quoi qu'on en pense.

lerubicon.org

La course mondiale aux semi-conducteurs

mer. 19 avr. à 11:11

L'accélération de la rivalité sino-américaine est particulièrement visible dans un petit nombre de secteurs technologiques stratégiques. Le principal d'entre eux, déjà au cœur de la compétition entre les États-Unis et le Japon dans les années 1980, est sans doute l'industrie des semi-conducteurs, ces puces électroniques omniprésentes dans les biens à usage civil ou militaire. Ce secteur a ainsi récemment fait l'objet de mesures tantôt incitatives, tantôt restrictives, de la part des gouvernements chinois et américain, qui ne sont pas sans conséquences pour l'Europe.

Une surenchère de subventions

Les risques (mis en évidence par la pandémie, les aléas climatiques, et les tensions géopolitiques) qui pèsent sur la chaîne de valeur mondialisée des semi-conducteurs, et le caractère indispensable de ces puces, ont poussé Pékin et Washington à prendre des mesures pour assurer leur approvisionnement et réduire leurs dépendances.

Depuis déjà près de dix ans, la Chine déploie ainsi subventions massives (estimées à plus de 150 milliards de dollars depuis 2015) et incitations politiques pour développer ses capacités nationales, dans le but de réduire sa forte dépendance à l'égard des circuits intégrés étrangers. Préoccupés par les efforts chinois et par la diminution des capacités de fabrication des puces sur le sol américain, les États-Unis ont eux aussi décidé d'importants investissements dans ce secteur. La loi CHIPS and Science votée à l'été 2022 alloue ainsi 52 milliards de dollars de subventions sur cinq ans pour renforcer les capacités de recherche et développement (R&D) ainsi que de fabrication de semi-conducteurs aux États-Unis.

Geler les capacités chinoises

Au-delà de ces mesures incitatives, la volonté américaine de « maintenir une avance aussi importante que possible » – pour reprendre les termes du Conseiller à la sécurité nationale, Jake Sullivan – sur la Chine dans les secteurs stratégiques s'est traduite par de nouvelles restrictions dans le domaine des semi-conducteurs. L'importance de ces puces pour la puissance technologique civile comme militaire, et la maîtrise par les États-Unis et leurs alliés de segments clés de la chaîne d'approvisionnement font



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 44

de ce secteur le talon d'Achille de la Chine, et un levier de choix pour la stratégie d'endiguement américaine. Deux tournants majeurs ont eu lieu fin 2022 et début 2023.

Le 7 octobre 2022, le Département du Commerce a imposé de nouveaux contrôles sur les exportations vers la Chine de semi-conducteurs haut de gamme et d'équipements et logiciels nécessaires à leur fabrication. Ces réglementations représentent une véritable rupture avec la doctrine des États-Unis depuis plus de vingt ans, d'abord car elles ciblent un unique pays (là où les régimes de contrôle des exportations depuis la fin de la guerre froide avaient tendance à cibler des technologies liées aux armes), et car elles visent des technologies principalement commerciales. L'objectif de Washington est clairement d'endiguer les progrès chinois dans ce secteur, voire de dégrader les capacités dont dispose déjà la Chine.

Afin de renforcer l'ampleur de ces restrictions – qui comportent déjà une dimension extraterritoriale –, l'administration Biden est parvenue à conclure un accord secret en janvier 2023 avec le Japon et les Pays-Bas. Ces deux pays, fournisseurs de matériel essentiel à la fabrication des semi-conducteurs de pointe, ont accepté de limiter leurs exportations de ces équipements vers la Chine. Cet accord constitue une victoire importante pour le gouvernement américain, mais amène à s'interroger sur le positionnement européen.

Une double contrainte pour l'Europe

En effet, ces restrictions illustrent la volonté américaine de varier les formats pour remplir leur objectif d'endiguement de la Chine : négociations avec l'Union européenne (dans le cadre du Conseil pour le Commerce et les Technologies (TTC) par exemple), mais aussi recours unilatéral à l'extraterritorialité du droit américain, ou bilatéralisation des discussions directement avec un État-membre comme les Pays-Bas. Dans ces deux derniers cas, la capacité de l'Union à peser dans les négociations avec Washington est réduite, alors que ces restrictions auront des conséquences sur tout le continent.

Sur le volet des investissements, à l'heure où le Parlement européen étudie son propre plan de soutien à l'industrie des semi-conducteurs, les aides annoncées par les États-Unis et la Chine (mais aussi la Corée ou le Japon) créent un risque de course aux subventions coûteuse. L'atténuer nécessitera une coopération transatlantique renforcée, ébauchée dans le cadre du TTC.

La compétition sino-américaine impose donc une double contrainte aux ambitions européennes en matière de puces, entre surenchère subventionnelle et limitation des exportations vers la Chine. La possibilité de représailles chinoises et la promesse de nouvelles restrictions américaines risquent d'amplifier cette contrainte dans les prochaines années.

Chiffres clés

Depuis près de dix ans, la Chine déploie des subventions massives, estimées à plus de 150 milliards de dollars depuis 2015.

La loi CHIPS and Science votée à l'été 2022 alloue ainsi 52 milliards de dollars de subventions sur cinq ans pour renforcer les capacités de recherche et développement (R&D) ainsi que de fabrication de semi-conducteurs aux États-Unis.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 45

Recommandation politico-stratégique pour l'Union européenne Renforcer les capacités d'analyse et de coordination au niveau européen pour distinguer les risques liés à l'exportation de certaines technologies (notamment vers la Chine) et explorer la pertinence de nouveaux contrôles export.

Recommandation opérationnelle

Approfondir les discussions transatlantiques sur le sujet dans le cadre du Conseil pour le Commerce et les technologies, et préciser les contours de l'engagement pris en décembre 2022 en faveur de davantage de "transparence réciproque" dans les subventions à l'industrie des semiconducteurs.

ifrimaps.org